

**CENTRE D'ETUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LES QUALIFICATIONS**

**Les enquêtes
d'insertion du CEREQ
auprès des sortants
de l'enseignement
supérieur**

Rencontre du 13 mai 1993

CEREQ - Universités -
Centres associés

DOCUMENTS DE TRAVAIL

numéro 89

Décembre 1993

LES ENQUÊTES D'INSERTION DU CEREQ
AUPRÈS DES SORTANTS
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



RENCONTRE DU 13 MAI 1993

CEREQ - Universités - Centres Associés

C E R E Q

Document de travail n° 89

Décembre 1993

SOMMAIRE

I - Présentation des exploitations locales des enquêtes CEREQ	5
<i>par Dominique Chuard, Christine Guégnard</i>	
II - Présentation des résultats nationaux	13
— Fichier transversal, champ et déroulement de l'enquête CEREQ	13
<i>par Michèle Mansuy</i>	
— Publications, évolutions du marché, principaux résultats	14
• résultats nationaux	15
• résultats selon la région pour l'ensemble des diplômés de l'université	17
<i>par Daniel Martinelli</i>	
— Pour une étude inter régionale	18
<i>par Michèle Mansuy</i>	
III - Bilan, expériences et perspectives	49
<i>par Jean-Jacques Paul</i>	
• Liste des participants à cette rencontre	54
• Exemple de répertoires d'emploi	55

I PRÉSENTATION DES EXPLOITATIONS LOCALES DES ENQUÊTES CEREQ

Dominique Chuard, Christine Guégnard

Tous les documents réalisés se présentent essentiellement sous la forme de **répertoires d'emploi**. Pour des raisons de faibles effectifs et de rapidité d'exploitation, il avait été décidé lors de la dernière réunion nationale faite en novembre 1991 de se rallier à la proposition de Monsieur Gugenheim, à savoir de réaliser, pour des exploitations locales, des répertoires d'emploi.

Face à ces réalisations, un certain nombre de questions reste posé.

A qui s'adressent ces informations, essentiellement aux étudiants ou doivent-elles servir à une réflexion universitaire...?

Peut-on, à un niveau local, aller plus loin qu'un simple répertoire d'emploi ? Par exemple, les universités de Paris VII et Paris I ont fait plus qu'un simple répertoire d'emplois, dont un quatre pages avec une approche un peu plus dynamique d'exploitation des questionnaires (Paris I).

Y-a-t-il une sous utilisation des différentes variables ? Montpellier a utilisé toutes les variables sans aucun commentaire. Peut-on utiliser toutes les variables présentes dans le questionnaire ?

Par ailleurs, les universités de Bordeaux et de Montpellier font aussi des enquêtes spécifiques et envoient des questionnaires type CEREQ, mais avec des questions subjectives sur la formation suivie. Est-ce une donnée dont on a besoin au niveau local ? Doit-on rajouter cette question dans les questionnaires CEREQ ? Le CEREQ a longtemps eu des réticences vis à vis de questions subjectives et cherche plutôt à se référer à des questions plus objectives comme le statut. Dans les premières enquêtes CEREQ, il existait une question qui a disparu par la suite : "*est-ce que vous considérez que votre emploi est en relation avec votre niveau de formation ou avec votre spécialité de formation ?*". On peut aussi rappeler les études de Toulouse autour de l'emploi d'attente et de l'emploi définitif. Cette discussion existe depuis longtemps entre le CEREQ et certains Centres Associés.

Les exploitations locales se concentrent essentiellement sur le dernier emploi occupé. Parfois sont présentés le premier et le dernier emploi (intitulé et salaire). Or le questionnaire prend en compte le détail des emplois occupés successivement. Quelles sont les difficultés pour analyser pleinement ce type d'information ?

Les indicateurs comme la "durée d'accès au premier emploi", le "nombre d'emplois successifs", la "mobilité"... sont peu utilisés et analysés.

Par ailleurs, on peut restituer simplement sous forme graphique l'information fournie par les calendriers. Comment aller plus loin dans l'utilisation et l'analyse de cet outil ?

Il est bon de remarquer que nulle part il n'est fait référence aux résultats nationaux du CEREQ. Certes, les derniers résultats étaient très tardifs, mais il y avait possibilité de se référer aux précédentes enquêtes. Les différents documents sont très centrés autour des sortants des universités, avec aucune référence au contexte économique ou au contexte éducatif, que ce soit au niveau national ou régional. Le premier objectif des observatoires locaux des universités étant d'acquérir une meilleure connaissance de l'insertion des sortants de l'université, peut-on négliger les autres sortants du système éducatif, surtout dans une optique régionale ? De la même manière, comment relier les enquêtes d'insertion à une meilleure connaissance du cursus des étudiants (autre objectif des observatoires) ?

Dans une logique d'observatoire, il semble que l'insertion des étudiants devrait être reliée à une analyse du marché du travail. De ce point de vue, une action commune des OREF, des observatoires de la vie étudiante permettrait de cadrer cette analyse avec des données sur le marché de l'emploi, ou d'autres sources (INSEE, DRTE, etc.). Le regard d'un observatoire régional permettrait d'améliorer la connaissance et de ne pas se limiter à un observatoire universitaire.

Pour un regard extérieur (et faussement "naïf"), ces réalisations et ces informations peuvent apparaître restreintes ou trop ciblées. N'est-il pas nécessaire d'avoir une vision globale et deux cadrages : un cadrage national et un cadrage régional.

A ce jour, une quinzaine d'universités nous ont envoyé un document. Seulement quatre exploitations ont été conduites par un Centre Associé ou en collaboration avec lui : le Centre Associé a-t-il un rôle à jouer dans ce type d'enquêtes ?

Tableau - EXPLOITATIONS LOCALES DE L'ENQUÊTE NATIONALE DU CEREQ AUPRÈS DES DIPLOMÉS DE 1988

Universités	Quest CEREQ	Questionnaires exploités	Filières	Caractéristiques du document	Organisation du document	Organisation du répertoire	Analyse dynamique	Exploitation	Expériences, autres travaux/...Observatoire
Clermont 2	291	276 : sortants ayant obtenu un diplôme à Blaise Pascal	Sciences Lettres/SH	- Document de 20 pages - Répertoire d'emploi	En fonction des rubriques définies : * Situation en mars 1991 * Pour chaque intitulé d'emploi : --- la catégorie de l'employeur (4) (enseignement et recherche, entreprise publique/privée, administration, indépendants et associations) --- le salaire moyen en mars 1991 et le salaire moyen du 1er emploi	Par DEUG et par spécialité Effectifs : de 5 en DEUG SSM à 65 en biologie sciences naturelles (2ème cycle suite à un DEUG B)	Progression salariale (pour chaque intitulé d'emploi)	Service de scolarité de l'université	
Dijon	496	415 : "vrais sortants" en 1988, titulaires au moins d'un 2ème cycle, de formation initiale (doctorats et filières de santé exclus de l'exploitation) Opération de relance téléphonique	Lettres/SH Sciences Droit/Sc éco	- Document de 48 pages - 4 pages diffusé par le SIO - Une analyse d'ensemble - Un répertoire d'emploi pour chaque grande filière	Présentation par filière : * Situation en mars 1991 * Caractérisation des emplois occupés (statuts, taille d'entreprise) * Graphique de l'évolution des situations (calendrier) * catégories d'employeur (6 du questionnaire) * Indications de revenus (distribution des salaires) * Répertoire des emplois occupés en mars 1991 en fonction de la formation antérieure	Par spécialité et niveau de diplôme d'inscription en 1988 Effectifs : de 1 en art à 113 en droit	Utilisation graphique du calendrier	CIA/IREDU Financement régional	
Besançon	337	335 questionnaires exploités	Lettres/SH Sciences Droit/Sc éco Médecine Pharmacie	- Tableaux bruts (8 pages) - Fiches donnant par type de diplôme, les emplois occupés et les salaires moyens (1er et dernier emploi)		Par spécialité et niveau de diplôme d'inscription en 1988		CIA/IRADES	Création d'un observatoire en 1993
Paris 1	854	échantillon de 471 individus : sortants en 1988 des filières économiques et juridiques	Droit/Sc éco	- 4 pages (travail effectué pour un mémoire de DEA) - Analyse dynamique de l'insertion ciblée sur les filières économiques et juridiques - Pas de répertoire d'emploi	Pour une seule grande filière (droit/ sciences économiques) : * Situation en mars 1991 * Accès au premier emploi stable * Durée de chômage * Dernier emploi --- PCS (6) : cadres fonction publique, cadre sup, ingénieur, profession intermédiaire publique, prof int privée, employé --- secteur d'activité (5) : industrie, études conseil aux entreprises, banques assurances, secteur non marchand, autres services --- salaire en mars 1991		Durée d'accès au premier emploi stable; passage par l'emploi précaire; durée totale du chômage.	CIA/LES	

Tableau - EXPLOITATIONS LOCALES DE L'ENQUÊTE NATIONALE DU CEREQ AUPRÈS DES DIPLOMÉS DE 1988 (suite)

Universités	Quest CEREQ	Questionnaires exploités	Filières	Caractéristiques du document	Organisation du document	Organisation du répertoire	Analyse dynamique	Exploitation	Expériences, autres travaux/...Observatoire
Paris VII	485	294 : jeunes ayant obtenu au moins un emploi, sans prendre en compte les sortants des filières de santé	Lettres Sc humaines Sciences	- Brochure de 44 pages - Une analyse d'ensemble - Un répertoire des emplois	Une présentation générale : * Population étudiée : --- distribution par filière et niveau de diplôme, --- caractéristiques (âge, sexe, csp) * Formations complémentaires et stages * Caractéristiques générales des emplois: --- les CSP, le nombre des emplois successifs; les salaires en fonction de l'âge, du niveau de diplôme, du type d'employeur et de la responsabilité hiérarchique, -- les employeurs (statut, taille) * Situation par rapport à la date de l'emploi à la date de l'enquête : --- rapport entre niveau de diplôme, discipline et stabilité de l'emploi --- emploi d'attente ou définitif par niveau de diplôme, par discipline Un répertoire des emplois occupés	Par diplôme universitaire le plus élevé (et les autres diplômes ou concours acquis par l'étudiant) et grande filière Effectifs : de 33 (titulaires d'un DEA/DESS Lettres Sc humaines Paris VII) à 64 (titulaires d'une maîtrise Paris VII dans les 3 grandes filières considérées)	Nombre des emplois successifs occupés par les diplômés (histogramme), et répartition par CSP	CUIOP	
Paris XII	245	139 : "vrais sortants" en 1988 (filières sciences, santé et lettres/sciences humaines exclues)	AES Droit Sc éco Gestion	- Document de 35 pages - Répertoire d'emploi	Par grande discipline (AES/Droit/Sc éco/Gestion) : * Présentation de la population et situation en mars 1991 * Portrait de la population pour les filières à effectifs suffisants (AES) * Répertoire des emplois occupés et classement des postes occupés en fonction des salaires par ordre décroissant --- catégorie professionnelle, --- statut --- intitulé d'emploi --- type d'employeur --- salaire net en mars 1991 --- remarques complémentaires / stages, emplois et entreprises	Par grande filière, niveau d'inscription, résultats en 1988 et dernier niveau de diplôme en 1991 Effectifs : de 1 (titulaire d'un DEA de droit obtenu en 1988) à 20 (titulaires de maîtrise AES 1988 à l'exclusion de toute autre formation complémentaire)	Nombre d'emplois occupés sur la période pour l'ensemble des sortants AES	SCUIO	

Tableau - EXPLOITATIONS LOCALES DE L'ENQUÊTE NATIONALE DU CEREQ AUPRÈS DES DIPLOMÉS DE 1988 (suite)

Universités	Quest CEREQ	Questionnaires exploités	Filières	Caractéristiques du document	Organisation du document	Organisation du répertoire	Analyse dynamique	Exploitation	Expériences, autres travaux/...Observatoire
Paris Sud Orsay	460	365 (exclus les DU second cycle dont il a été impossible de retrouver les spécialités d'origine, les élèves ingénieurs inscrits en parallèle à l'université)	Droit Sciences Médecine & Pharmacie	- Document de 60 pages - Un répertoire d'emploi pour chaque grande filière - Présentation de l'emploi par grande filière, globalement d'abord, et par niveau de diplôme et de spécialité lorsque les effectifs sont suffisants (diplômés classés d'abord en fonction du diplôme préparé en 87/88)	Par grande filière : - pour sciences présentation séparée des 2ème et des 3èmes cycles - * Situation en mars 1991 et commentaires quant à l'emploi occupé ou les caractéristiques de la population concernée en fonction du diplôme * Tableau répertoire --- intitulé de la formation complémentaire --- résultats aux examens en 1988, --- date d'accès au 1er emploi --- caractéristiques du dernier emploi occupé (= 1er emploi, intitulé, statut de l'entreprise, salaire mensuel net)	Par diplôme et spécialité à l'intérieur des grandes filières définies, sous forme de tableaux Effectifs : de 1 à 46 (étudiants ayant obtenu leur diplôme d'état de pharmacien en 1988)	Temps d'accès au premier emploi pour les sortants de sciences selon le niveau de diplôme	Office des Carrières et de l'Orientation	
Montpellier 1	327	152 santé 132 droit/ Sc éco	Droit/Sc éco Médecine Pharmacie Dentaire	- Document de travail de 35 pages - Tableaux sans analyse - Test de représentativité de la population interrogée par rapport à la population mère - Pas de répertoire d'emploi - Utilisation de presque toutes les variables du questionnaire	Pour deux populations (santé, droit) : * Description : état civil, études (1ère partie du questionnaire)... * Insertion : variables caractérisant le 1er emploi) * Activité professionnelle --- situation en mars 1991 --- revenu net mensuel en mars 1991			SCUIO	Le SIO a développé des dispositifs d'interrogation propres, appliqués jusqu'ici aux étudiants de maîtrise des filières AES et Sc éco (Service Information, Orientation Insertion Professionnelle Observatoire)
Montpellier 3	180	Totalité des questionnaires exploités (2 questionnaires nuls)	non précisé	- Document de 20 pages - Présentation générale (réflexion méthodologique par rapport au faible taux de réponse, caractéristiques de la population) - Pas de répertoire d'emploi (analyse de la situation professionnelle 2 ans et demi après la sortie de l'Université) - Conclusion	Pour tous les sortants de l'UPV (Université Paul Valéry) * Caractéristiques de la population (sexe, caractéristiques/formation (Bac), origine géographique, lieu de résidence, situation matrimoniale) * Situation professionnelle deux ans et demi après la sortie --- situation en mars 1991 et analyse en fonction du type de population (sexe, situation matrimoniale, niveau d'études, filière) --- les professions exercées (caractéristiques de la population en emploi stable, secteur d'activité) --- localisation de l'emploi en mars 1991 --- l'accès au premier emploi --- le salaire		Notion d'accès à l'emploi après une période de précarité	SCUIO	

Tableau - EXPLOITATIONS LOCALES DE L'ENQUÊTE NATIONALE DU CEREQ AUPRÈS DES DIPLOMÉS DE 1988 (suite)

Universités	Quest CEREQ	Questionnaires exploités	Filières	Caractéristiques du document	Organisation du document	Organisation du répertoire	Analyse dynamique	Exploitation	Expériences, autres travaux/...Observatoire
USTL	654	682 questionnaires reçus et 478 exploités : répondants ayant obtenu un diplôme à l'USTL	Sciences Sc éco Sc Humaines	- Répertoire des emplois de 59 pages (qui a servi de référence à plusieurs exploitations)	En fonction des rubriques définies : * Situation en mars 1991 * Intitulé d'emploi --- catégorie d'employeur (3) : entreprise, administration, enseignement * Salaire moyen 1er emploi * Salaire moyen en mars 1991	Par spécialité du premier diplôme de 2ème cycle (ou du diplôme de 1er cycle) Effectifs : de 4 en mécanique à 75 en sciences économiques	Progression salariale	Observatoire des formations et de l'insertion professionnelle	Observatoire des formations et de l'insertion professionnelle
Lille II	304	249 (étudiants ayant obtenu un diplôme à l'université de Lille II en 1988 ou avant, titulaires au moins d'un 2ème cycle)	Droit Médecine & pharmacie	- Répertoire des emplois de 21 pages - Présentation générale de la méthodologie suivie (classement des questionnaires)	Par grande filière et par discipline à l'intérieur de chaque grande filière * Situation en mars 1991 par niveau de diplôme * Emplois occupés, salaires, et type d'employeur selon le diplôme Pour les diplômés de 1er ou de 2nd cycle --- sans poursuite d'études hors université --- suite à un 1er cycle hors université Pour les diplômés de 3ème cycle --- sans poursuite d'études hors université --- avec poursuite d'études hors université --- diplômés d'autres filières de second cycle	Par spécialité du diplôme de 1er ou de second cycle de Lille II Effectifs : de 1 à 97 (docteurs en médecine)	Salaire du 1er emploi et salaire en mars 1991 pour les sortants AES	SUAIO	
Lille III	277	73 % des questionnaires : sortants en situation d'emploi en mars 1991, dont le diplôme le plus élevé a été obtenu à Lille III	Lettres/SH	- Répertoire des emplois de 41 pages	Par filière : * Intitulé d'emploi en mars 1991 --- catégorie d'employeur (3) : enseignement, secteurs public et privé * en plus, pour les emplois du secteur privé --- intitulé et catégorie d'employeur 1er emploi --- salaire en mars 1991	Par spécialité et niveau de diplôme le plus élevé obtenu à Lille III Effectifs : de 2 en musique à 48 en langue et civilisation		Observatoire de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle	Observatoire de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle
Nantes	544	593 questionnaires collectés	Sciences Droit/sc éco Lettres/SH Médecine Pharmacie Odontologie	- Répertoire de 71 pages présenté sous forme de graphiques - Une analyse d'ensemble	Par filière : * Intitulé emploi en mars 1991 Index alphabétique des emplois selon les secteurs d'activité	Par filière de 2ème cycle suivie Effectifs : de 3 en philosophie à 64 en sciences économiques		Université de Nantes /LERSCO/ CIA	

Tableau - EXPLOITATIONS LOCALES DE L'ENQUÊTE NATIONALE DU CEREQ AUPRÈS DES DIPLOMÉS DE 1988 (suite)

Universités	Quest CEREQ	Questionnaires exploités	Filières	Caractéristiques du document	Organisation du document	Organisation du répertoire	Analyse dynamique	Exploitation	Expériences, autres travaux/...Observatoire
Grenoble I	187		Sciences (géographie) Médecine Pharmacie	- Répertoire de 12 pages organisé en tableaux	Par type de formation (UFR) : * Situation en mars 1991 * Intitulés d'emploi pour chaque catégorie d'employeur (4) : entreprise, administration, enseignement/recherche, autres	Par type de filière et type d'employeur Effectifs : de 1 en ISFG à 48 en informatique et math appliquées		Université Joseph Fourier, cellule suivi des étudiants	Existence d'un observatoire région Rhône Alpes : ORUIP (Observatoire Régional Universitaire de l'Insertion Professionnelle)
Lyon II	396	286 : étudiants ayant obtenu un diplôme à Lumière	Droit/sc éco Lettres/SH	- Répertoire d'emploi de 21 pages	Par grande spécialité : * Situation en mars 1991 * Intitulé d'emploi en mars 1991 --- salaires en mars 1991 avec indication de la quotité de temps de travail --- catégorie d'employeur (3) : entreprises publiques ou privées, enseignement public ou privé, administration	Par spécialité du premier diplôme de 2ème cycle obtenu Effectifs : de 1 en sciences du langage à 46 en sciences économiques		SCUIO Université Louis Lumière Lyon II	
QUESTIONNAIRES NON EXPLOITES					Expériences, autres travaux...				
Strasbourg					Enquête réalisée par le CRA /BETA auprès des sortants 1989 de l'UFR sciences économiques dans une perspective de création d'un observatoire des étudiants				
Bordeaux I	630	questionnaires non exploités : - échantillon insuffisant			Le service d'information et d'orientation des étudiants droit/éco a développé des enquêtes - de type entrée vie active à 3 ans auprès des promotions 85/86/87/88 - de type évaluation vie étudiante auprès de cohortes d'entrants (1984 et 1988)				
Bordeaux II	219	questionnaires non exploités : - limitation des moyens - enquêtes déjà en cours dans les filières biochimie et santé							
Limoges	215	questionnaires non exploités : - manque de personnel compétent pour traiter les enquêtes CEREQ - autres enquêtes réalisées			- une enquête réalisée par le SIO auprès des sortants de maîtrise sur les académies Poitier, Tours, Limoges				
Paris 3	126	Questionnaires non exploités et non exploitables : - peu de réponses au niveau 2ème cycle, et problèmes de fichiers							
Toulouse III	457	questionnaires non exploités : - faiblesse des taux de réponses - anonymat - pas d'analyse fine possible au niveau des diplômes ou spécialités - codification par PCS ne correspondant pas à leurs besoins - interrogation de tous les sortants 2ème et 3ème cycle, année par année							
valenciennes	122	Questionnaires non exploités : - effectifs insuffisants							

II PRÉSENTATION DES RÉSULTATS NATIONAUX

Fichier transversal, champ et déroulement de l'enquête CEREQ

Michèle Mansuy

L'enquête auprès des diplômés de l'enseignement supérieur s'insère dans le dispositif des enquêtes de cheminement du CEREQ. L'objectif de ces enquêtes est de décrire l'entrée sur le marché du travail des jeunes et leurs premières mobilités professionnelles, quel que soit leur niveau, avec une méthodologie qui permet de comparer les différentes enquêtes. Les concurrences entre les différents diplômés dans l'accès aux emplois peuvent ainsi être analysées.

Le champ des enquêtes de cheminement sur l'ensemble des sortants du système éducatif est parcouru en quatre ans : on interroge la première année les diplômés de l'enseignement supérieur, l'année suivante les inscrits au baccalauréat et ensuite les sortants de l'enseignement secondaire et de l'apprentissage. Depuis peu, on dispose d'un outil analytique qui rassemble les résultats de ces différentes enquêtes, le **fichier transversal**. Il comporte un certain nombre de variables et d'indicateurs communs aux différentes enquêtes d'une même vague. L'enquête décrivant le cheminement le plus court est celle concernant les sortants de l'enseignement supérieur. Dans ce cas, la date d'interrogation se situe 2 ans et 9 mois après l'obtention du diplôme. Aux autres niveaux, le cheminement professionnel est observé sur 4 ans. Cet outil permet désormais de comparer les entrées dans la vie active, quel que soit le niveau de formation.

A l'automne 1993, les résultats de l'enquête 1992 auprès des inscrits aux baccalauréats généraux, technologiques et professionnels, seront publiés. Ils concernent d'une part l'insertion de ces jeunes et permettent, d'autre part, de retracer leur parcours dans les premières années d'enseignement supérieur. Trois enquêtes concernant les bacheliers sont en cours d'exploitation au CEREQ : une enquête de cheminement auprès des inscrits au baccalauréat en 1988, une enquête auprès des bacheliers professionnels de 1990 et une enquête expérimentale auprès des inscrits au baccalauréat de 1983.

L'enquête de cheminement auprès des diplômés de l'enseignement supérieur permet des comparaisons entre les différentes filières dans l'accès aux professions. Par exemple, parmi les diplômés de l'enseignement supérieur qui ont un dernier emploi d'ingénieur ou de cadre technique 60% sont issus d'écoles d'ingénieurs et un peu plus de 20% sont issus de l'Université. Il y a une grande disparité d'origine suivant la nature des postes d'ingénieurs : les ingénieurs de fabrication sont massivement issus d'écoles d'ingénieurs (près de 80%), tandis que le poids de l'université est particulièrement important pour les ingénieurs de l'informatique (plus de 40%) et pour les ingénieurs en chimie biologie (plus de 60% le plus souvent recrutés au niveau du doctorat) ; pour les autres ingénieurs d'études et de recherches, les sortants des écoles d'ingénieurs prédominent.

Le champ de l'enquête enseignement supérieur est quasiment exhaustif depuis la précédente enquête de 1987 auprès des diplômés de 1984. Il a encore été élargi lors de la dernière enquête auprès des diplômés 1988 interrogés en 1991. Pour la première fois, les sortants des écoles vétérinaires et d'ingénieurs en sciences agricoles, les docteurs en médecine, pharmacie et odontologie ont été interrogés. Les seules formations non concernées par l'enquête, sont les formations de niveau III paramédicales et sociales et quelques écoles d'ingénieurs qui dépendent du Ministère de la défense.

L'enquête s'est déroulée en deux phases : la première par voie postale a donné lieu à des taux de réponse différents suivant le type d'institution (les meilleurs taux de réponse concernent les sortants d'IUT, les moins bons les universités et particulièrement les troisièmes cycles). Après la réalisation d'une enquête complémentaire par interview, le taux de réponse net s'établit à 57,4%.

Les non répondants : les taux de réponse des anciens élèves des universités sont plus faibles ; les résultats observés auprès des non répondants postaux ne sont pas significativement différents de ceux des répondants.

Le questionnaire comporte des éléments sur les caractéristiques des individus, leur état civil, origine sociale et géographique, une description de leur situation universitaire, l'année du diplôme, des éléments sur les poursuites et reprises d'études, les diplômes et concours obtenus, la situation professionnelle à la date de l'enquête, une définition détaillée des emplois successifs (description, durée, activité économique, localisation, changement d'emploi et d'employeur) et un calendrier d'activité qui donne la situation des enquêtés mois par mois.

- Publications, évolutions du marché du travail, principaux résultats

Daniel Martinelli

Le calendrier des publications : un BREF paru en décembre 1992, un dossier sorti en mars sur les écoles de commerce, un document prochainement sur les sortants d'IUT et BTS et leur poursuite d'études ; ensuite d'autres documents de travail notamment un document qui rassemblera l'ensemble des résultats de l'enquête de manière détaillée et un document exclusivement consacré aux écoles d'ingénieurs. Un BREF doit sortir sur les docteurs en pharmacie, médecine et odontologie.

Les grandes évolutions du marché du travail depuis le début des années 80.

Par grande qualification : l'emploi s'effondre chez les agriculteurs ; les deux qualifications les plus représentées restent les employés et les ouvriers ; la proportion d'ouvriers non qualifiés baisse alors que le nombre d'ouvriers qualifiés augmente ; on observe une hausse régulière pour les employés, une forte hausse pour les professions intermédiaires, les cadres et professions intellectuelles supérieures (catégorie accueillant les jeunes de l'enseignement supérieur) (graphiques 1 et 2).

Pendant la période 1984-1992, une seule catégorie connaît une hausse continue de l'emploi. C'est la catégorie "cadres et professions intellectuelles supérieures", la plus forte hausse étant observée durant la période de reprise entre 1987 et 1991. Entre 1991 et 1992, en période récente de difficultés économiques, la seule catégorie dont l'emploi progresse est celle des cadres et professions intellectuelles supérieures (+5,4% en un an). Les professions intermédiaires progressent régulièrement, sauf de 1991 à 1992. Par grand secteur d'activité, l'emploi diminue dans l'industrie et augmente dans le tertiaire notamment dans les services marchands et les services aux particuliers (graphique 3).

Les taux de chômage mesurés par l'enquête emploi de l'INSEE indiquent des écarts importants entre les personnes sans diplôme ou possédant le CAP et le BEP et celles qui ont poursuivi leurs études deux ans ou plus après le Bac. Par qualification, on retrouve des résultats très corrélés avec les précédents. Le taux de chômage se situe autour de 12% chez les employés, subissant une forte inflexion à la hausse en 1992. Il se situe entre 4 et 5% parmi les professions intermédiaires et autour de 3% chez les cadres de 1984 à 1992 (graphiques 4 et 5).

Les résultats de l'enquête

• résultats nationaux

Plus de 90% des diplômés accèdent à l'emploi en moins d'un an. Les meilleurs résultats évidemment sont pour les anciens élèves des écoles de commerce, d'ingénieurs et de vétérinaires ; les anciens élèves d'IUT obtiennent aussi de bons résultats sur cet indicateur (graphique 6).

Par spécialités agrégées, on note peu d'écart entre DUT industriels et tertiaires alors qu'en faculté les filières de sciences permettent d'aboutir à des résultats nettement meilleurs que les autres. L'accès le plus rapide à l'emploi est observé à la sortie des écoles vétérinaires. Pour ce qui est des ingénieurs, on observe des différences selon le type d'école : en agriculture et en chimie les résultats sont légèrement moins bons (graphique 7).

Pour l'accès direct à un emploi stable (statut de fonctionnaire ou CDI), les écoles d'ingénieurs obtiennent les meilleurs résultats. Pour les DEA, DESS de lettres/sciences humaines, seulement 73% accèdent à l'emploi sur CDI, alors que pour les DEA et DESS de sciences le pourcentage est beaucoup plus élevé (92%) (graphiques 8 et 9).

Les taux de chômage, deux ans neuf mois après la sortie, sont bas pour les diplômés des IUT, des STS, des écoles d'ingénieurs et de commerce. Pour la faculté, les taux de chômage s'amenuisent au fur et à mesure que le niveau augmente, avec des différences très fortes selon les spécialités : on observe de meilleurs résultats en sciences exactes qu'en sciences humaines, les sciences économiques se situant en position intermédiaire (graphiques 10 et 11).

Les taux de poursuites d'études à temps plein sont élevés chez les diplômés des IUT (45%) et des STS (25%), le gain de salaire pour ceux qui poursuivent étant considérable (graphiques 12 et 13).

Pour ce qui est des salaires (salaire moyen net au mois de mars 1989), on constate des écarts importants selon le niveau de sortie et, pour un même niveau, des écarts selon la spécialité entre doctorats, DEA et DESS. La différence de salaire entre hommes et femmes est parfois due à des comportements différenciés (par exemple pour les médecins, les écarts de salaire s'expliquent par le fait que les femmes sont souvent salariées alors que les hommes ont une activité libérale). La différence de salaire entre hommes et femmes est faible pour les diplômés des écoles d'ingénieurs (de l'ordre de 500 F), mais plus le niveau de formation décroît, plus l'écart de salaire s'accroît. Dans les écoles de commerce (ESSEC, HEC) on note aussi peu d'écarts de salaires entre les deux sexes. Parmi les diplômés des universités, des différences nettes de salaires entre hommes et femmes sont notées à l'issue des deuxièmes cycles et des DEA, DESS (graphiques 14 et 15).

La qualification de l'emploi occupé par les anciens étudiants des universités en mars 1991 est fortement corrélée avec le niveau de formation. La moitié des étudiants issus du premier cycle accèdent à des professions intermédiaires de l'enseignement (en général des emplois d'instituteurs). Depuis la réforme de l'école normale, le deuxième cycle débouche aussi sur ces professions mais une fraction importante des étudiants titulaires de la licence ou de la maîtrise occupe un emploi de professeur dans l'enseignement secondaire. Les titulaires d'un DEA ou d'un DESS deviennent soit cadres dans le secteur privé soit enseignants (graphique 16).

• *résultats selon la région pour l'ensemble des diplômés de l'université*

Afin de comparer les **différences d'insertion entre les régions**, on observe la proportion de diplômés accédant à l'emploi en moins d'un an. L'indicateur de localisation utilisé est le lieu d'habitation au moment de l'enquête. L'effet de la région de formation s'additionne ainsi à l'effet du marché du travail dans la région où les jeunes diplômés s'insèrent. L'accès à l'emploi le plus rapide se fait notamment dans les régions industrielles où les effectifs ont beaucoup chuté ces dernières années (Lorraine, Haute Normandie, Picardie, Nord-Pas de Calais) mais aussi dans le Limousin et le Centre. L'Ile de France se place en position intermédiaire alors qu'en ce qui concerne les cadres, elle a le marché du travail le plus favorable (graphique 17).

Dans les régions industrielles les effectifs s'effondrent mais ce sont essentiellement les emplois les moins qualifiés qui disparaissent alors que les emplois de haut niveau restent recherchés, en particulier dans l'industrie. Dans ces régions industrielles, notamment celles du Nord et de l'Est de la France, l'appareil de formation s'est adapté au profil de l'emploi régional et délivre plus fréquemment des diplômes scientifiques. Ces diplômés donnent de meilleurs résultats en terme d'insertion. Il semble aussi que les régions de l'Est et du Nord forment un nombre de diplômés relativement faible en regard de leurs besoins ce qui facilite l'insertion de leurs étudiants.

Les difficultés d'insertion sont illustrées par la proportion de jeunes au chômage pendant plus d'un an avant l'accès au premier emploi. Cette proportion est faible (inférieure à 3%) en Champagne-Ardenne, Lorraine, Haute Normandie, Alsace, Bourgogne, Picardie, Nord-Pas de Calais, Ile de France, Franche-Comté et Bretagne. Elle est plus élevée en Limousin, Auvergne, Poitou-Charentes, à l'étranger, en Midi-Pyrénées. Les plus mauvais résultats concernant le chômage des diplômés de l'université sont observés dans le Languedoc Roussillon (graphiques 18, 19, 20).

En Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes, l'insertion est généralement moins facile, quel que soit l'indicateur utilisé. C'est en Ile de France que l'accès à un emploi sur CDI est le plus fréquent. L'accès à ce type d'emploi est relativement rare en Poitou-Charentes, Auvergne, Bretagne, Pays de la Loire, Dom-Tom, Bourgogne et Languedoc Roussillon (graphique 21).

Les poursuites d'études semblent en partie corrélées aux difficultés d'insertion. Les résultats sont relativement homogène en Alsace, Ile de France, Pays de Loire, Rhône-Alpes, Auvergne et Bretagne avec des taux de poursuite d'études compris entre 14 et 11%. En Basse Normandie, Champagne-Ardenne, Lorraine, Picardie le taux de poursuite d'études reste faible alors que les diplômés sont très demandés par le marché local (graphique 22).

En mars 1991, les salaires des anciens étudiants sont plus élevés à l'étranger et en Ile de France que dans les autres régions. Le Limousin, Poitou-Charentes et Auvergne sont les régions où le salaire moyen est le plus faible (graphique 23).

Flux de formés

Quelle que soit la spécialité, on observe une importante percée des DESS entre 1975 et 1988. Les sorties après l'obtention du DEUG sont rares (environ 4 000 élèves) alors que près de 30 000 étudiants entrent dans la vie active à l'issue du deuxième cycle (tableaux 1 et 2).

Etude dynamique de l'insertion

Nous disposons de données élaborées par F. Pottier et concernant le nombre d'emplois occupés de juin 1988 à mars 1991, le changement de statut, de profession. Ceux qui n'ont eu qu'**un emploi et de fait qu'un employeur représentent le tiers du total**, cette proportion variant considérablement en fonction du niveau de formation. Les raisons de ces changements d'emplois sont en partie explicitées dans les questionnaires. Elles feront l'objet d'une étude ultérieure plus approfondie (tableau 18).

- Pour une étude inter régionale

Michèle Mansuy

L'analyse réalisée dans "Qui forme pour qui" n'a pas été actualisée. On s'est contenté de revoir le positionnement des régions, qui s'avère très stable dans le temps.

81% des diplômés de l'enseignement supérieur sont formés dans la moitié des régions. L'Ile de France forme 1 diplômé sur 3 et Paris, à lui seul, 1 diplômé sur 5, avec des différences importantes suivant la nature des diplômés. 20% des diplômés des IUT et des STS, 45% des diplômés universitaires et la moitié des diplômés des écoles de commerce sont formés en Ile de France. Les diplômés de niveau III sont assez bien répartis sur le territoire. Les écoles d'ingénieurs sont concentrées sur un petit nombre de régions dont l'Ile de France, Rhône-Alpes, Nord-Pas de Calais et Midi-Pyrénées. Pour les écoles de commerce, en dehors de l'Ile de France qui forme la moitié des diplômés, Rhône-Alpes et Nord-Pas de Calais forment respectivement 6,5% et 5% du total.

Qui forme pour qui ?

On a retenu 2 indicateurs :

- le taux de rétention c'est à dire, pour une région donnée, le pourcentage de diplômés qui restent dans cette région ;
- le taux d'attraction, c'est à dire le pourcentage de diplômés venant d'autres académies qui ont un emploi dans une région donnée.

Le premier groupe, intitulé "régions en déficit" comprend des régions où les taux d'attraction et de rétention sont très élevés. L'Ile de France appartient à ce groupe : elle est en déficit pour toutes les formations sauf celles délivrées par les écoles de commerce, les spécialités universitaires lettres/ sciences humaines et les BTS pour lesquels il y a équilibre. Pour Amiens, le déficit concerne essentiellement les DUT ; pour Caen, le déficit porte sur les DUT et les diplômés universitaires en sciences et droit ; à Orléans et Rouen, on observe un déficit pour les DUT et les BTS industriels et les diplômes universitaires en général.

Un deuxième groupe réduit à deux unités constitue le groupe des académies "auto-suffisantes" avec un taux de rétention élevé et un taux d'attraction relativement faible. Ce sont des régions ayant des échanges limités avec les autres régions : dans l'académie d'Aix-Marseille, cet équilibre vaut pour l'ensemble des diplômes de niveau III, des diplômes de l'université et des écoles de commerce ; à Nice, on observe un équilibre pour les DUT tertiaires et les formations universitaires.

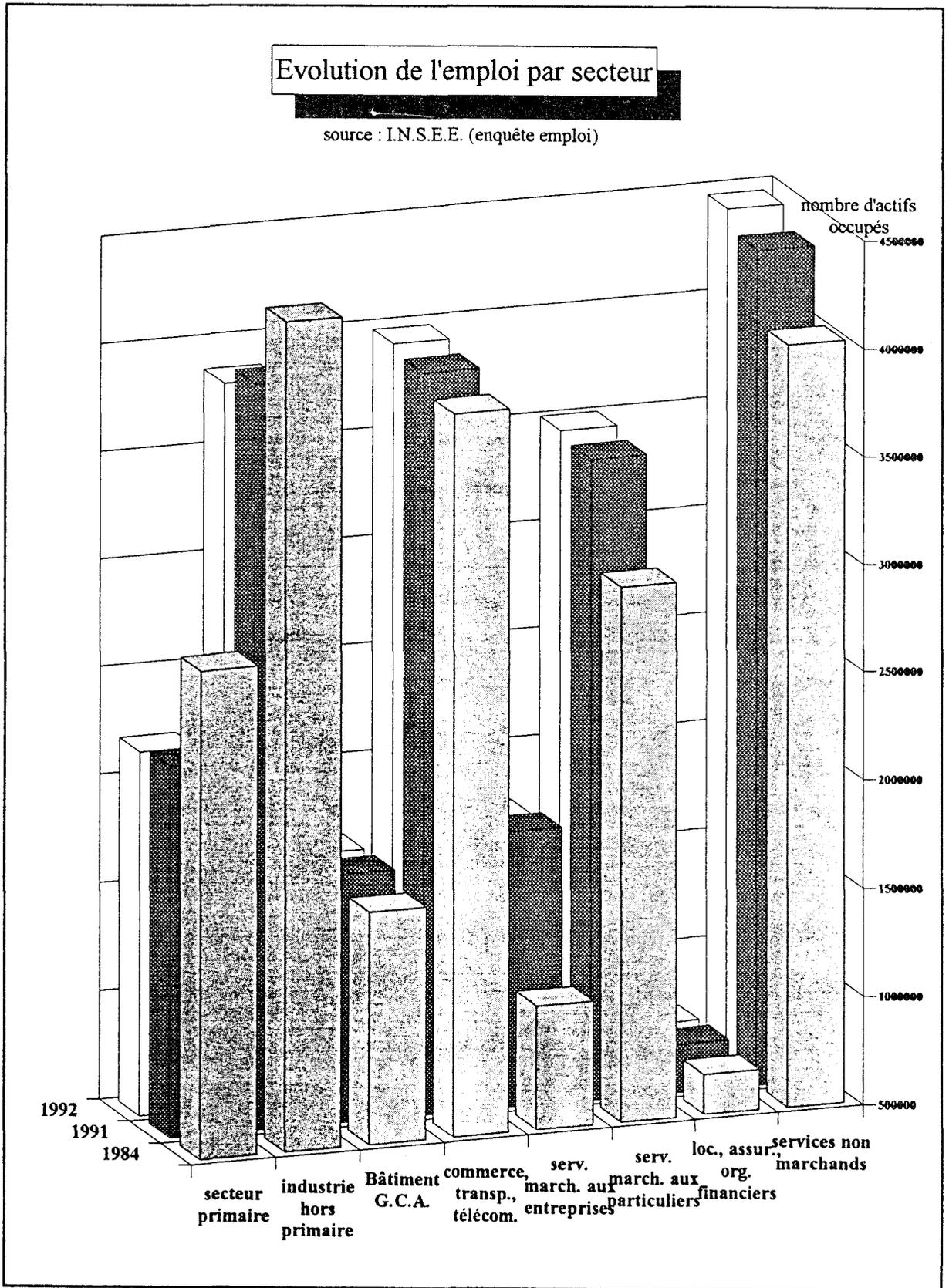
Le troisième groupe est constitué d'académies "en équilibre" avec des taux de rétention moyens ou faibles et un taux d'attraction élevé : Besançon, Dijon, Limoges, Nantes, Reims, Poitiers et Grenoble.

Enfin un dernier groupe d'académies dites "en excédent" est caractérisé par un taux de rétention plus faible que la moyenne et un taux d'attraction faible. Ce sont des académies où la tradition de formation universitaire est forte et où les diplômés trouvent souvent un premier emploi en Ile de France avant de revenir dans leur région d'origine : Bordeaux, Lyon, Montpellier, Nancy, Rennes, Toulouse, Lille et Strasbourg.

Quelques précisions sur la future enquête auprès des diplômés de l'enseignement supérieur. Elle portera sur la cohorte des diplômés de 1992. Actuellement, la collecte des adresses des diplômés de STS, d'IUT, des écoles de commerce et d'ingénieurs est en cours. Celle des diplômés universitaires est programmée. La **prochaine enquête** est prévue pour **1995**. Une réflexion sur l'amélioration des questionnaires est en cours. Par ailleurs, on souhaiterait lancer de manière expérimentale une enquête de cheminement long qui permette d'avoir un peu plus de recul sur les premières mobilités professionnelles : on interrogera les diplômés de 1988 en 1995 ou ultérieurement les diplômés de 1992.

On va aussi développer une analyse par secteurs d'activité d'embauche. Une comparaison entre les deux enquêtes successives permettra de distinguer les évolutions structurelles des tendances conjoncturelles en matière de recrutement. Par exemple, le secteur des industries électriques et électroniques a embauché un nombre très important de diplômés de deuxième et troisième cycle de sciences exactes. Il n'est pas sûr qu'aujourd'hui ce soit encore le cas dans la mesure où le recrutement des entreprises dans ce secteur risque de privilégier les sortants des écoles d'ingénieurs comme c'était le cas antérieurement.

graphique 1

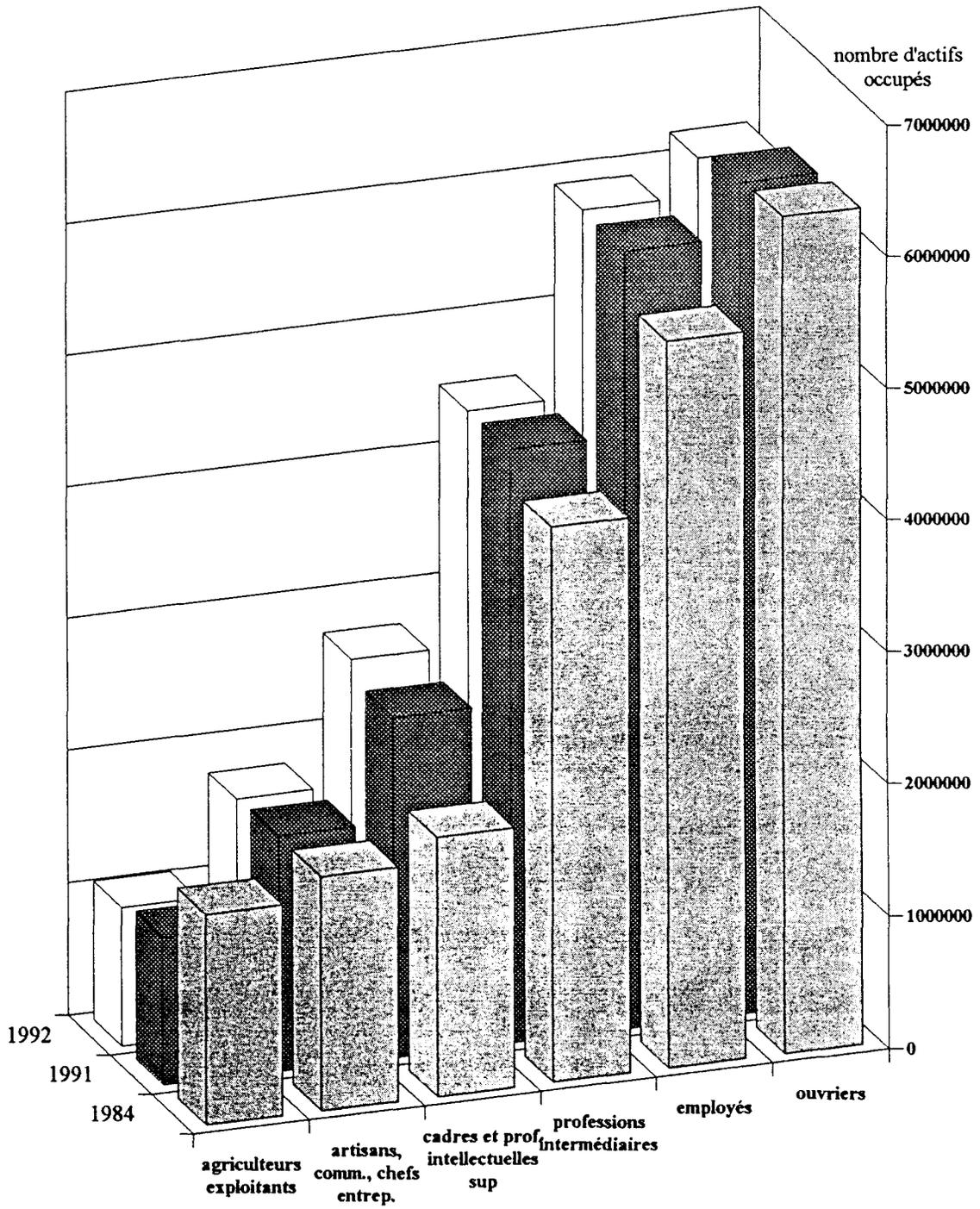


Source : CEREQ - Observatoire EVA

graphique 2

Evolution de l'emploi par qualification

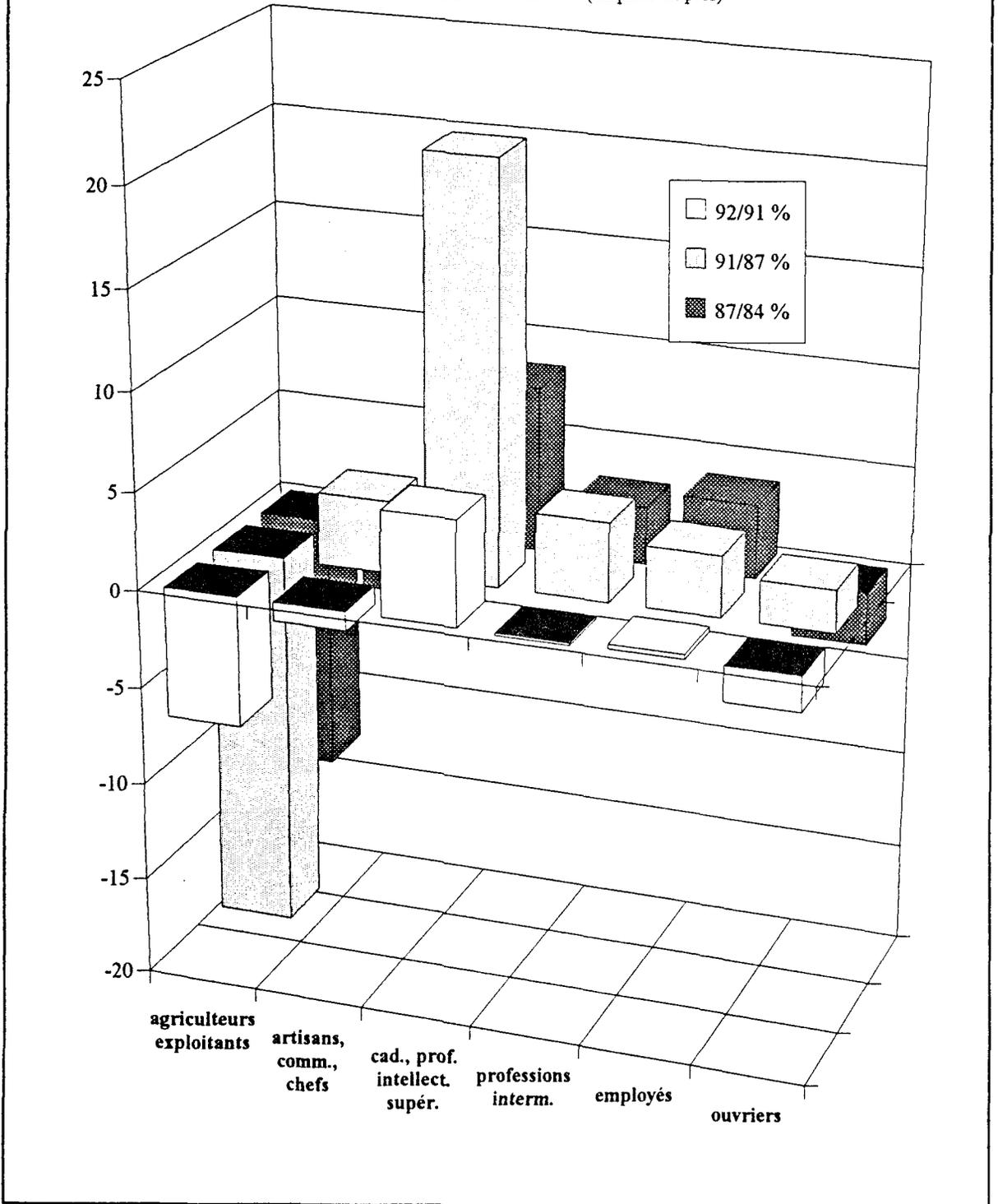
source : I.N.S.E.E. (enquête emploi)



Source : CEREQ - Observatoire EVA

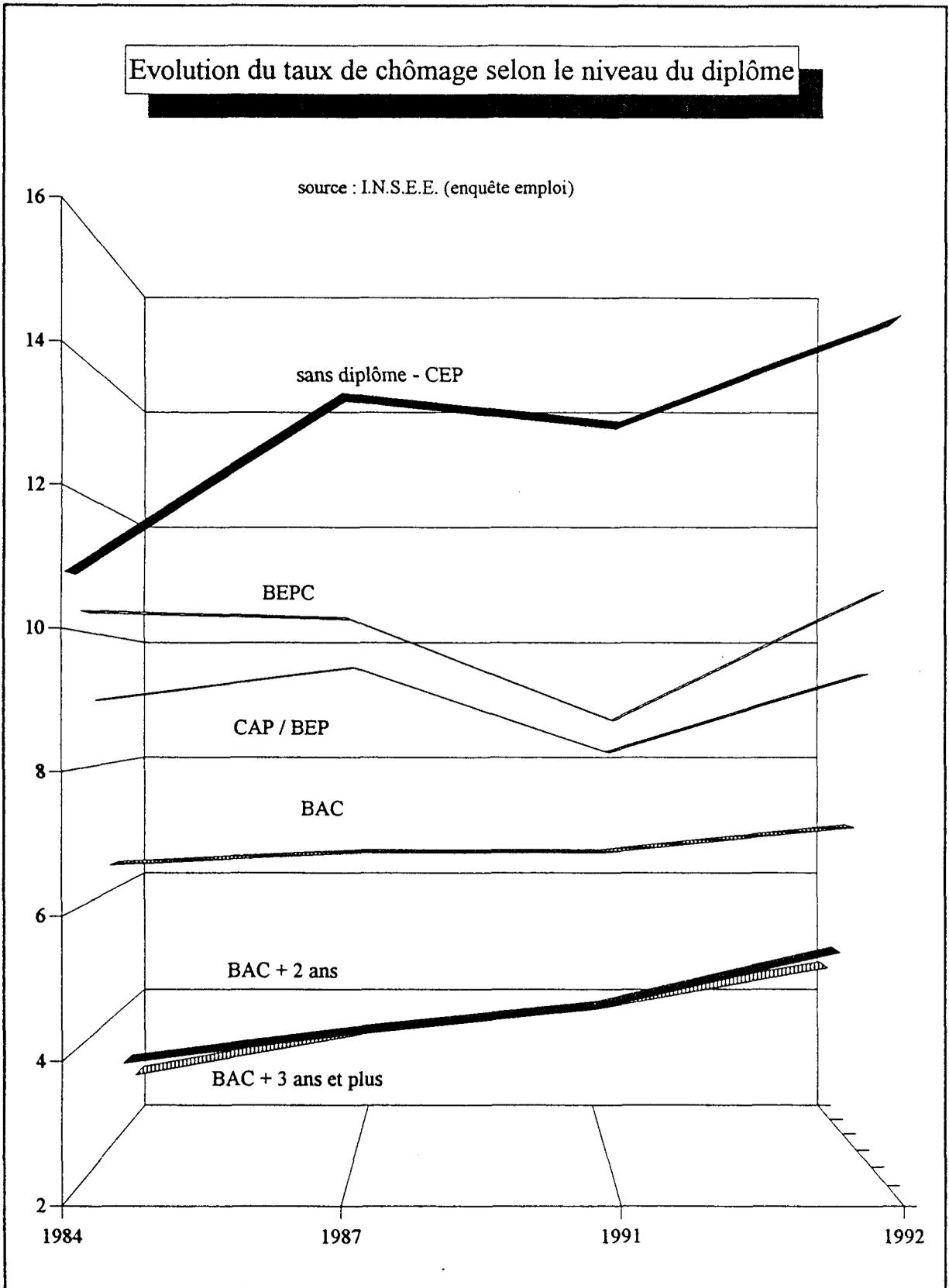
Evolution de l'emploi par qualification de 1984 à 1992

évolution en % - source : I.N.S.E.E. (enquête emploi)



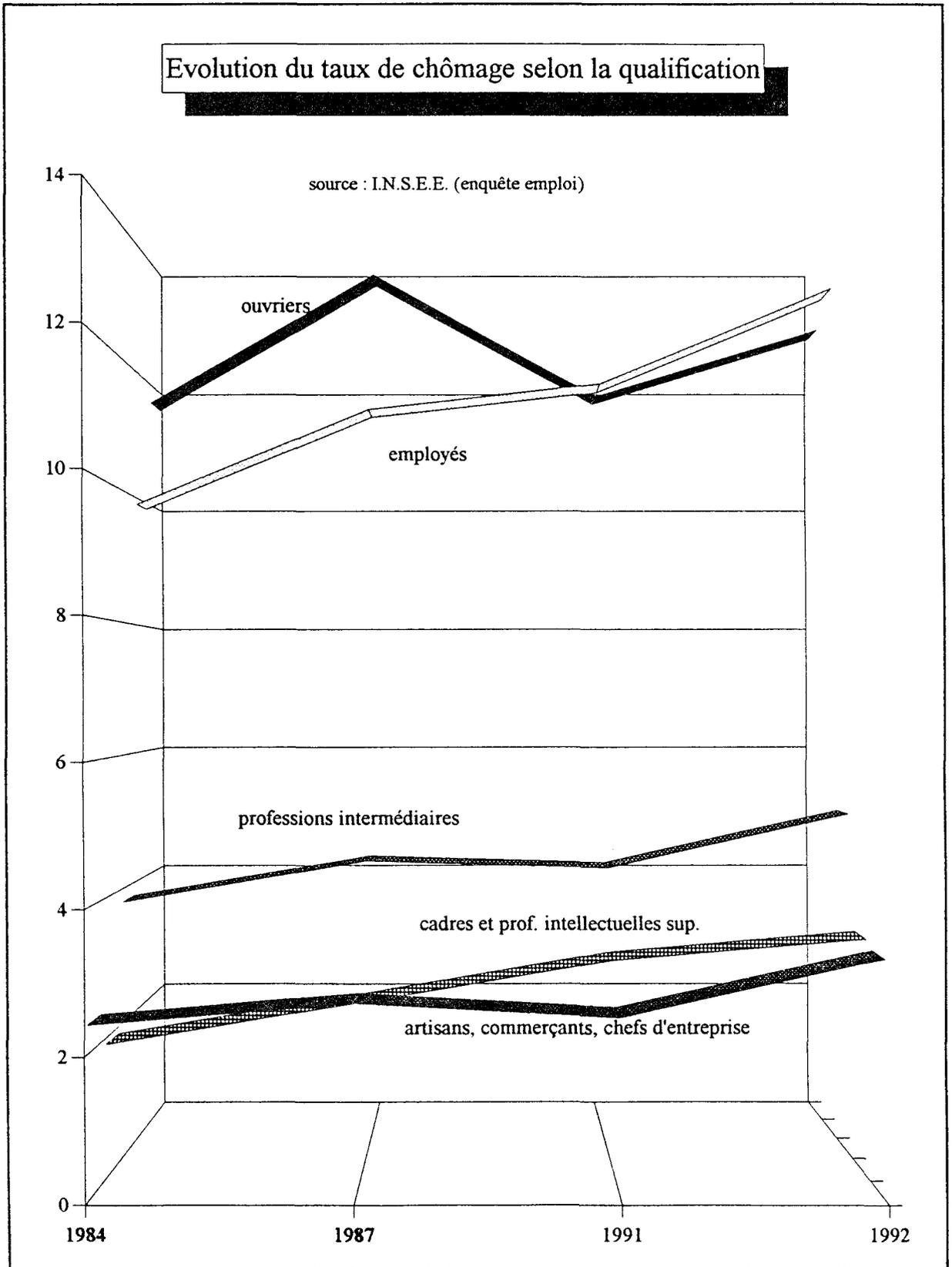
Source : CEREQ - Observatoire EVA

graphique 4



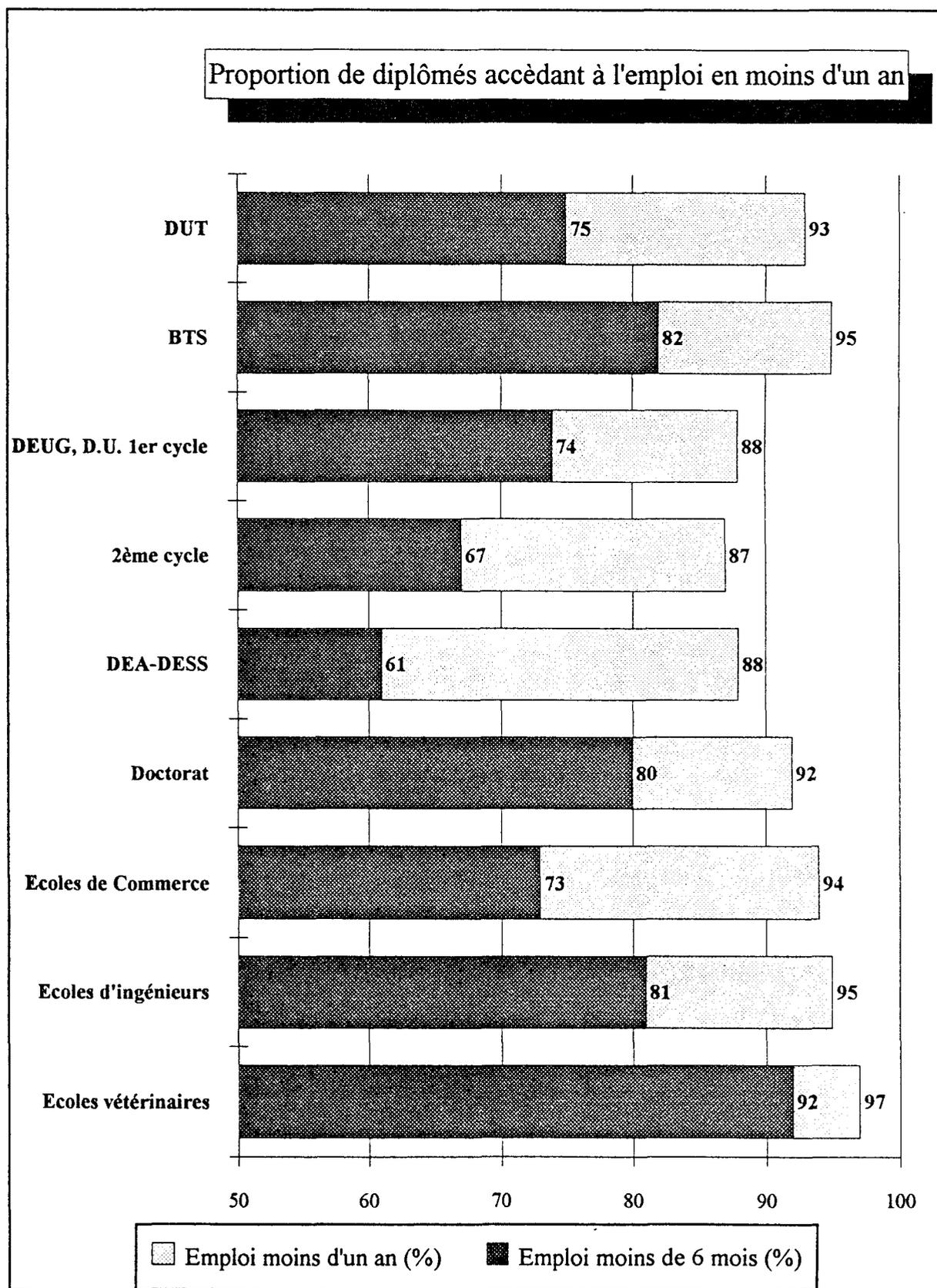
Source : CEREQ - Observatoire EVA

graphique 5



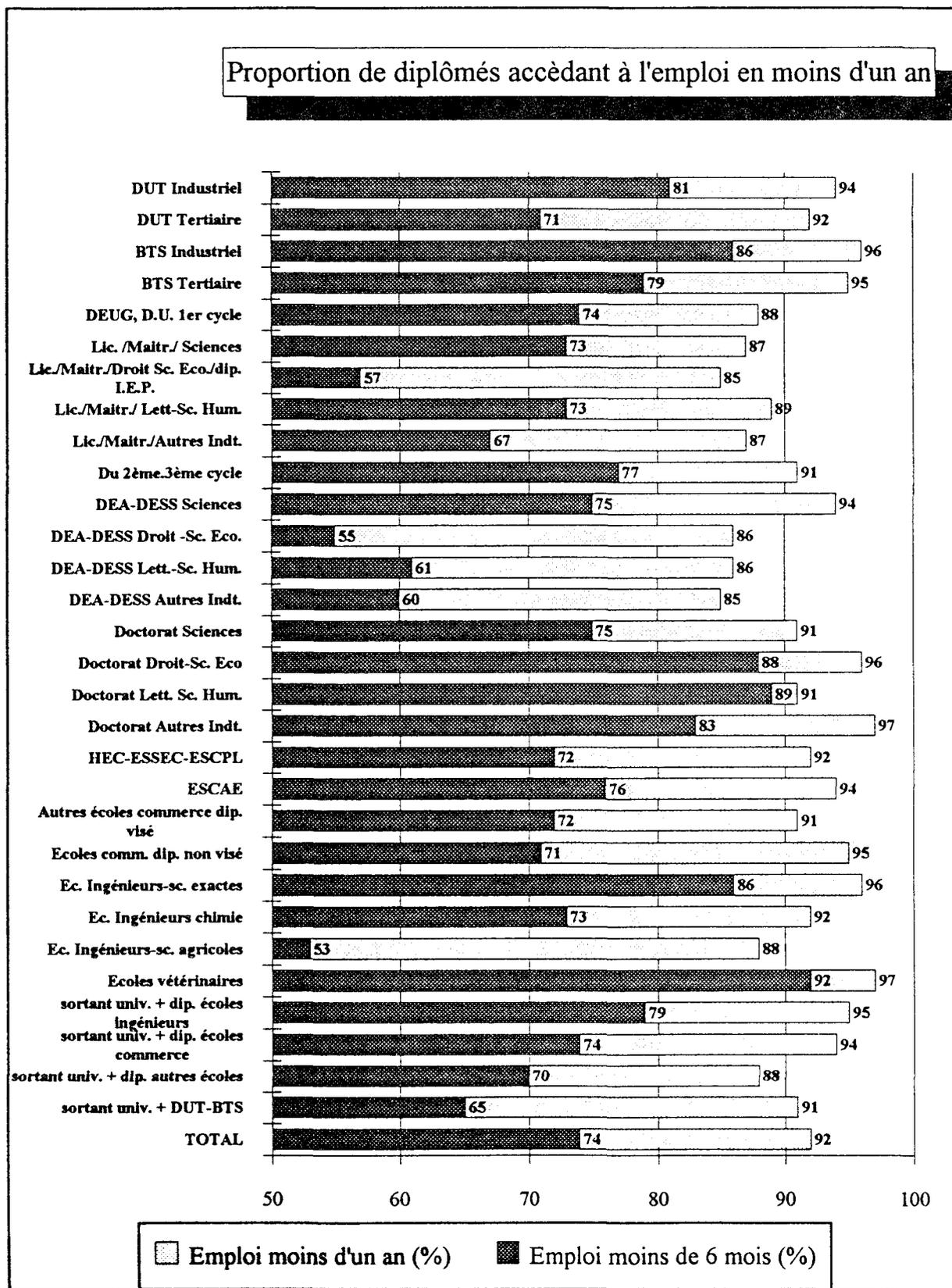
Source : CEREQ - Observatoire EVA

graphique 6



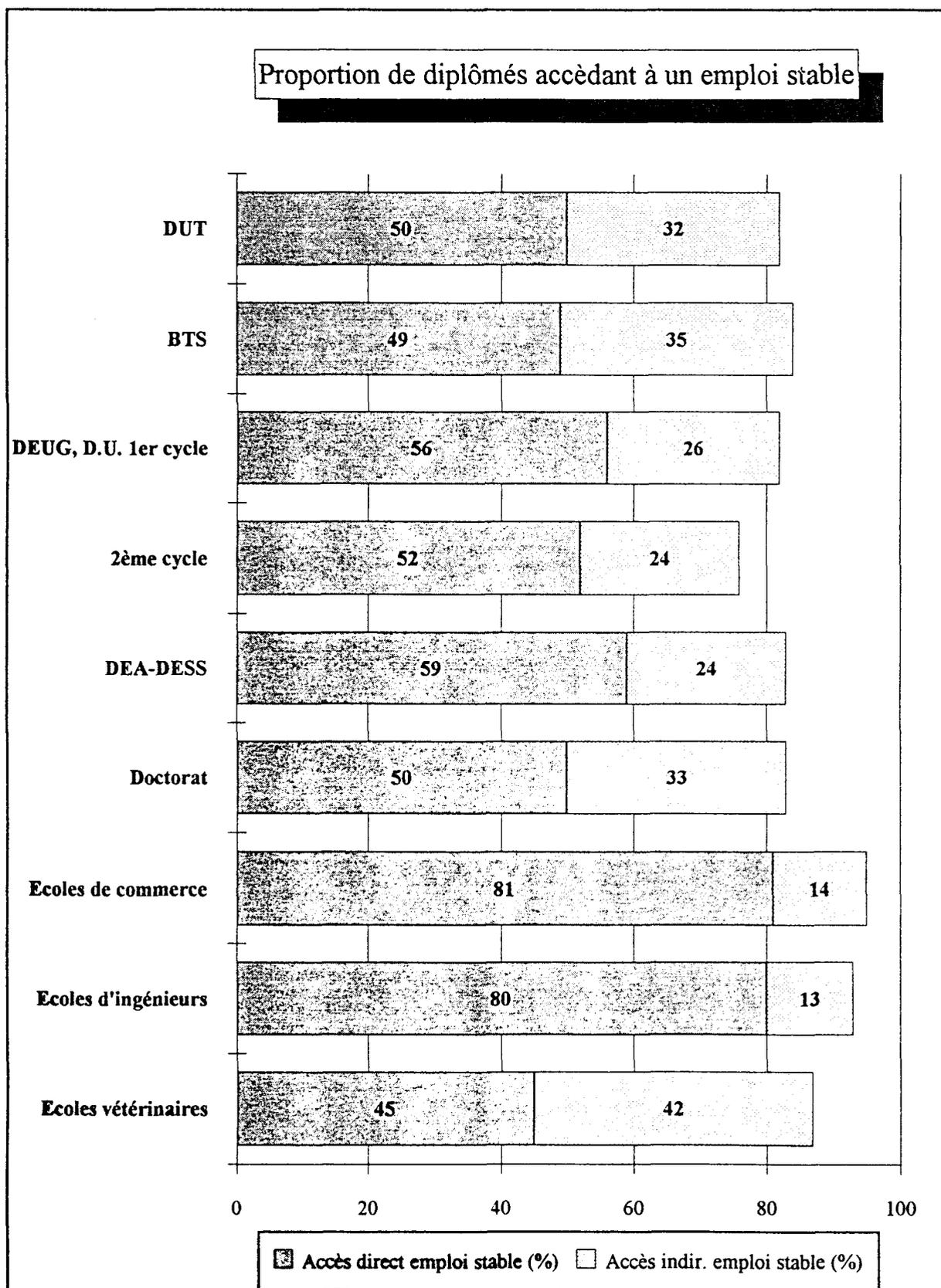
Source : CEREQ - Observatoire EVA

graphique 7



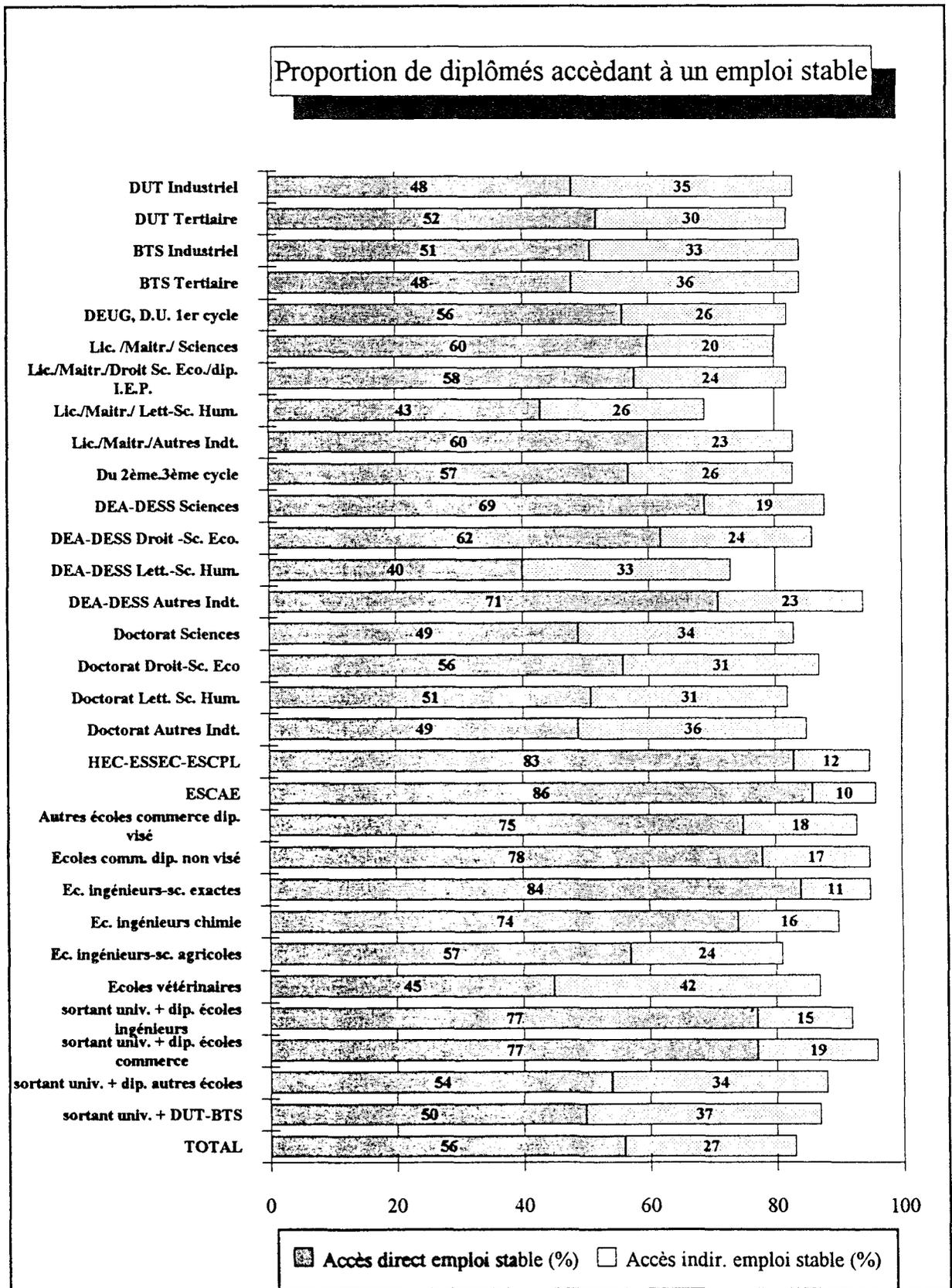
Source : CEREQ - Observatoire EVA

graphique 8



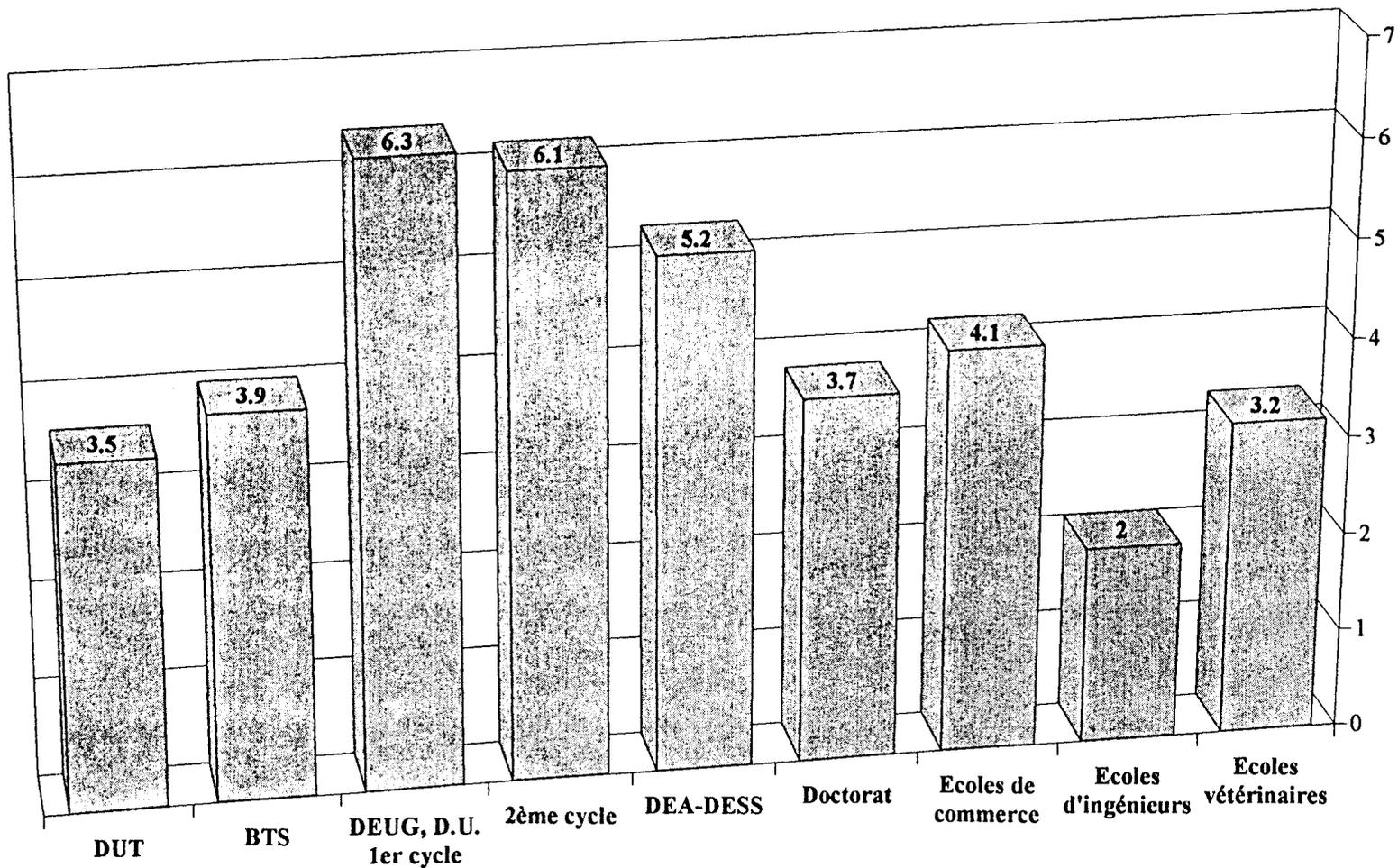
Source : CEREQ - Observatoire EVA

graphique 9



Source : CERREQ - Observatoire EVA

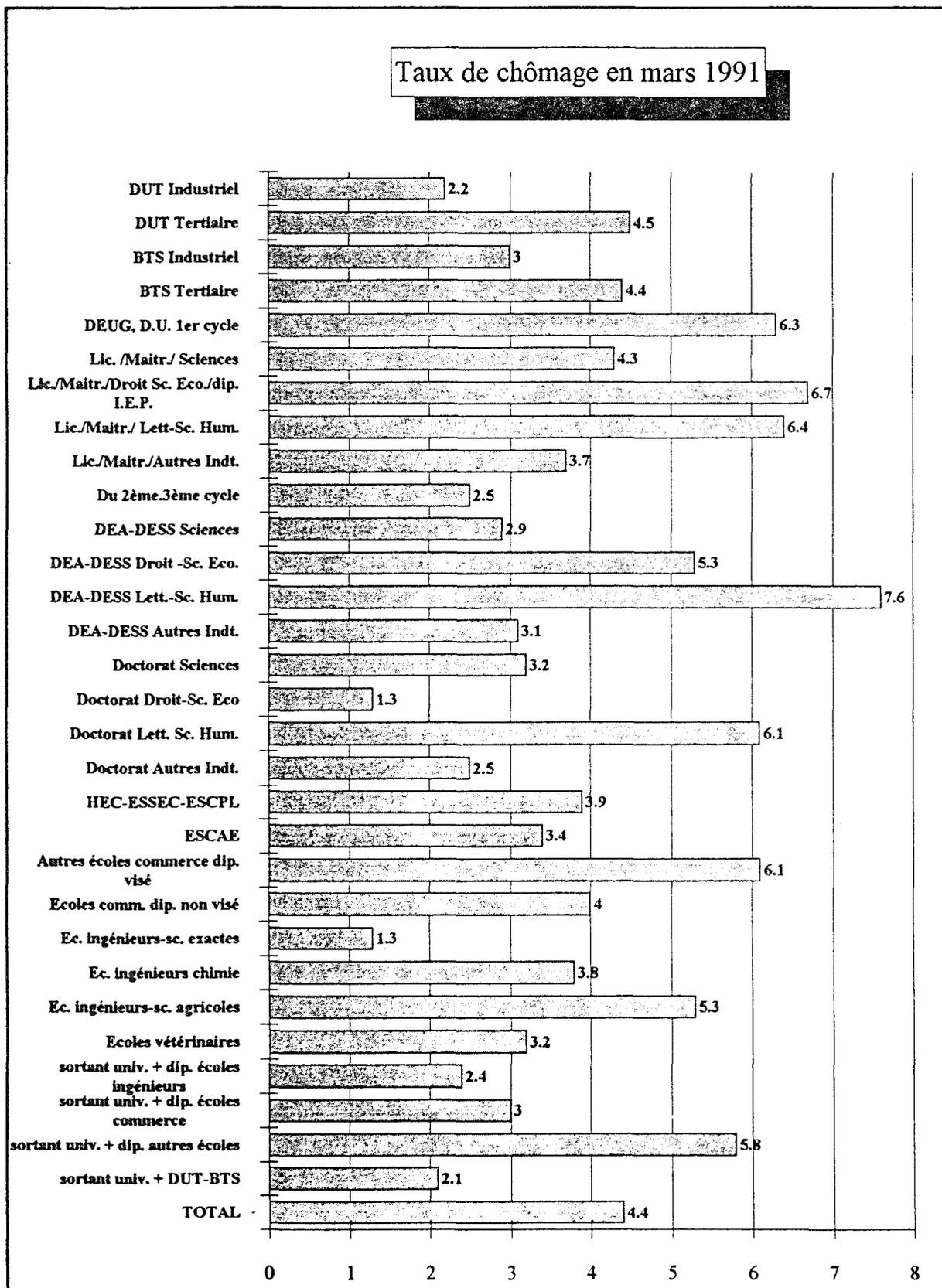
Taux de chômage en mars 1991



Source : CERREQ - Observatoire EVA

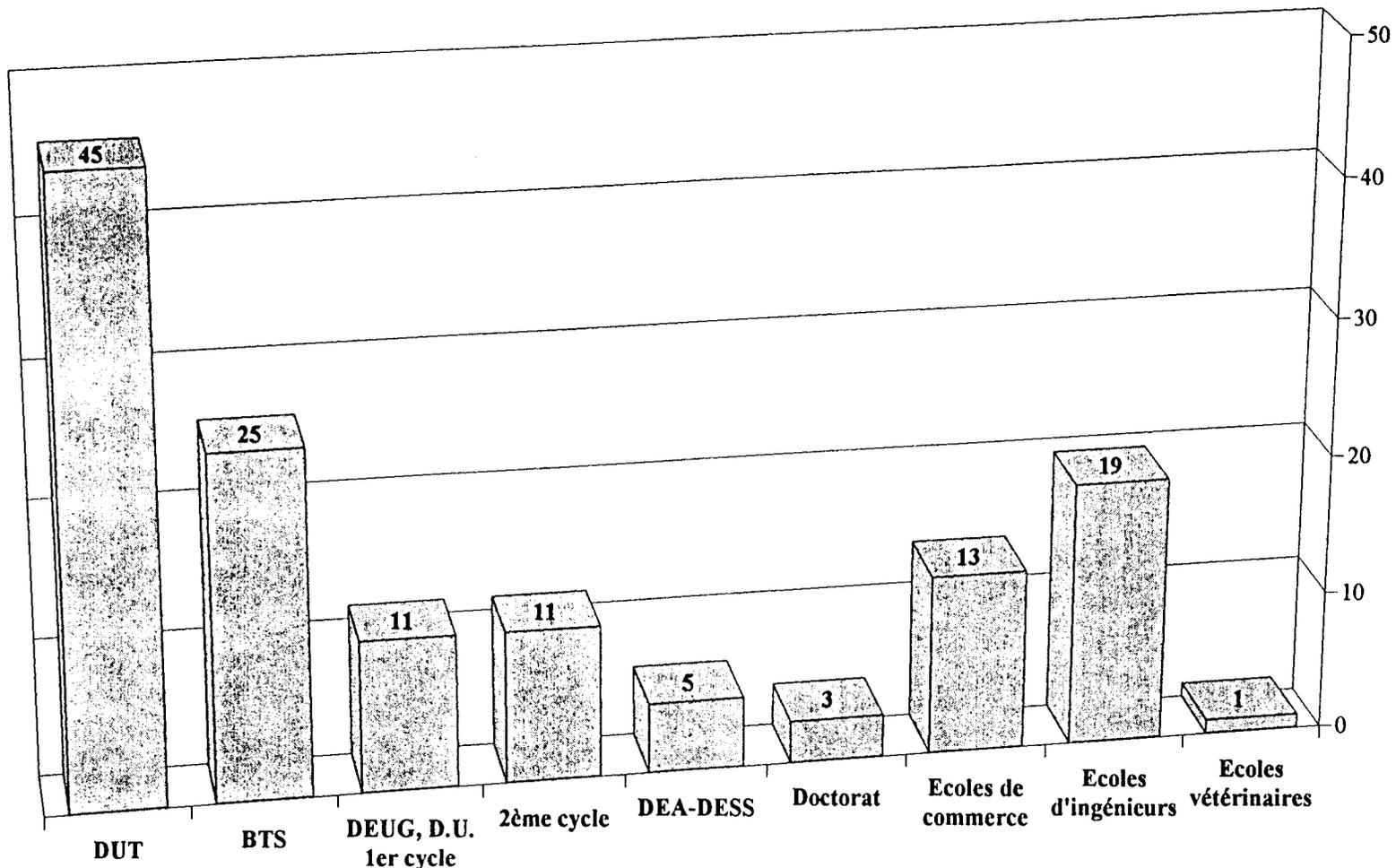
graphique 10

graphique 11



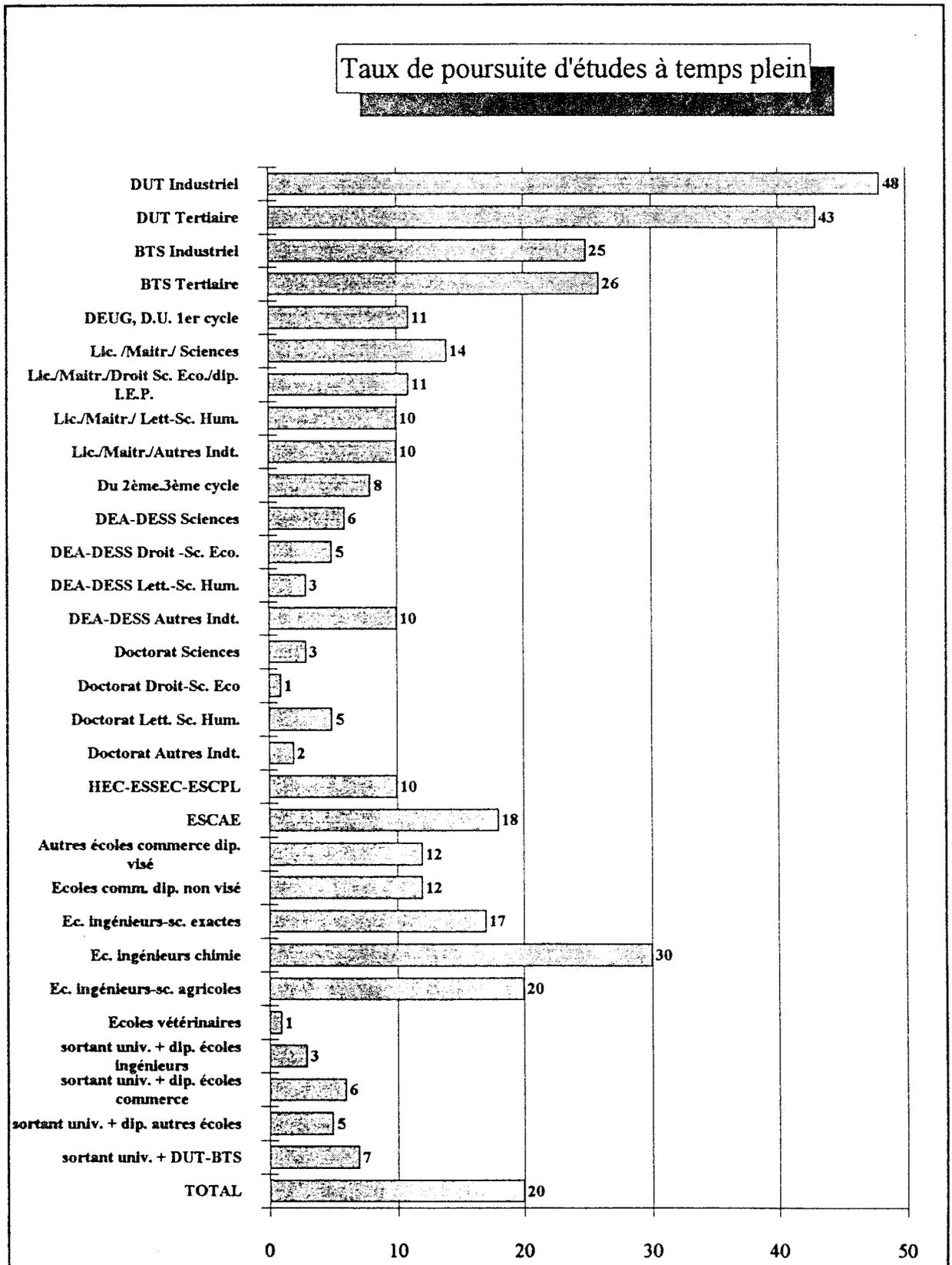
Source : CEREQ - Observatoire EVA

Taux de poursuite d'études à temps plein



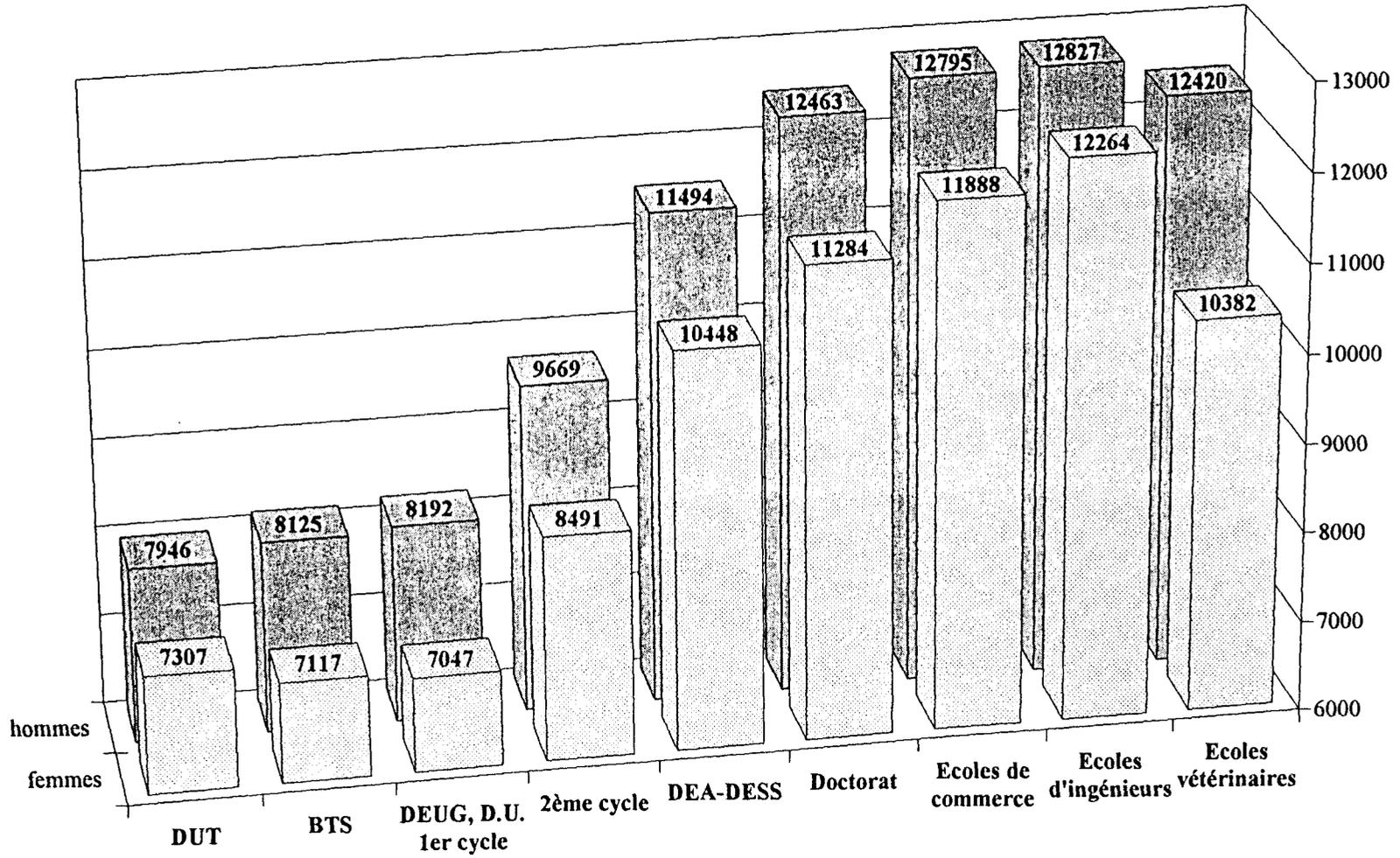
Source : CERBO - Observatoire EVA

graphique 13



Source : CEREQ - Observatoire EVA

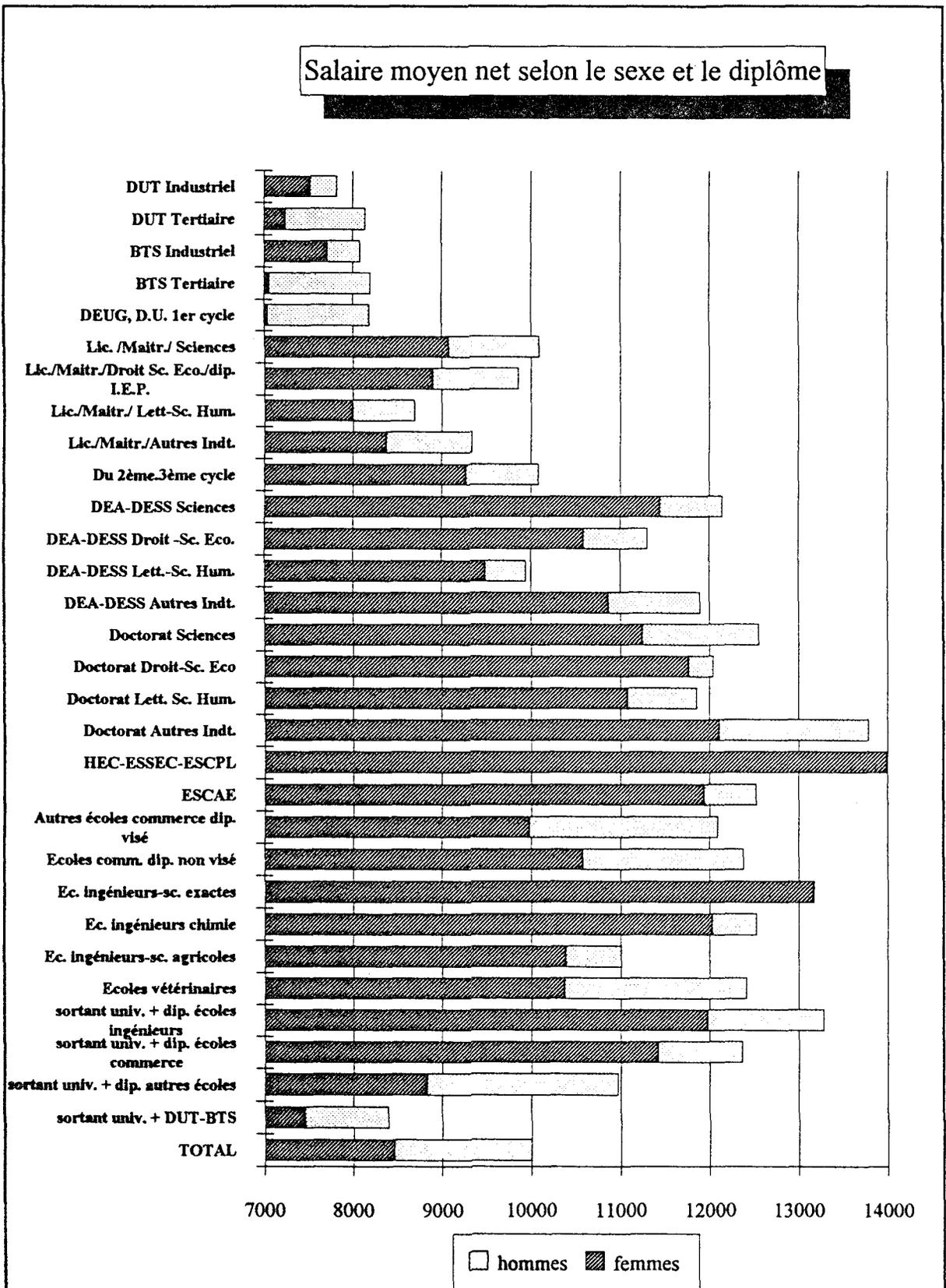
Salaire moyen net selon le sexe et le diplôme



Source : CERREQ - Observatoire EVA

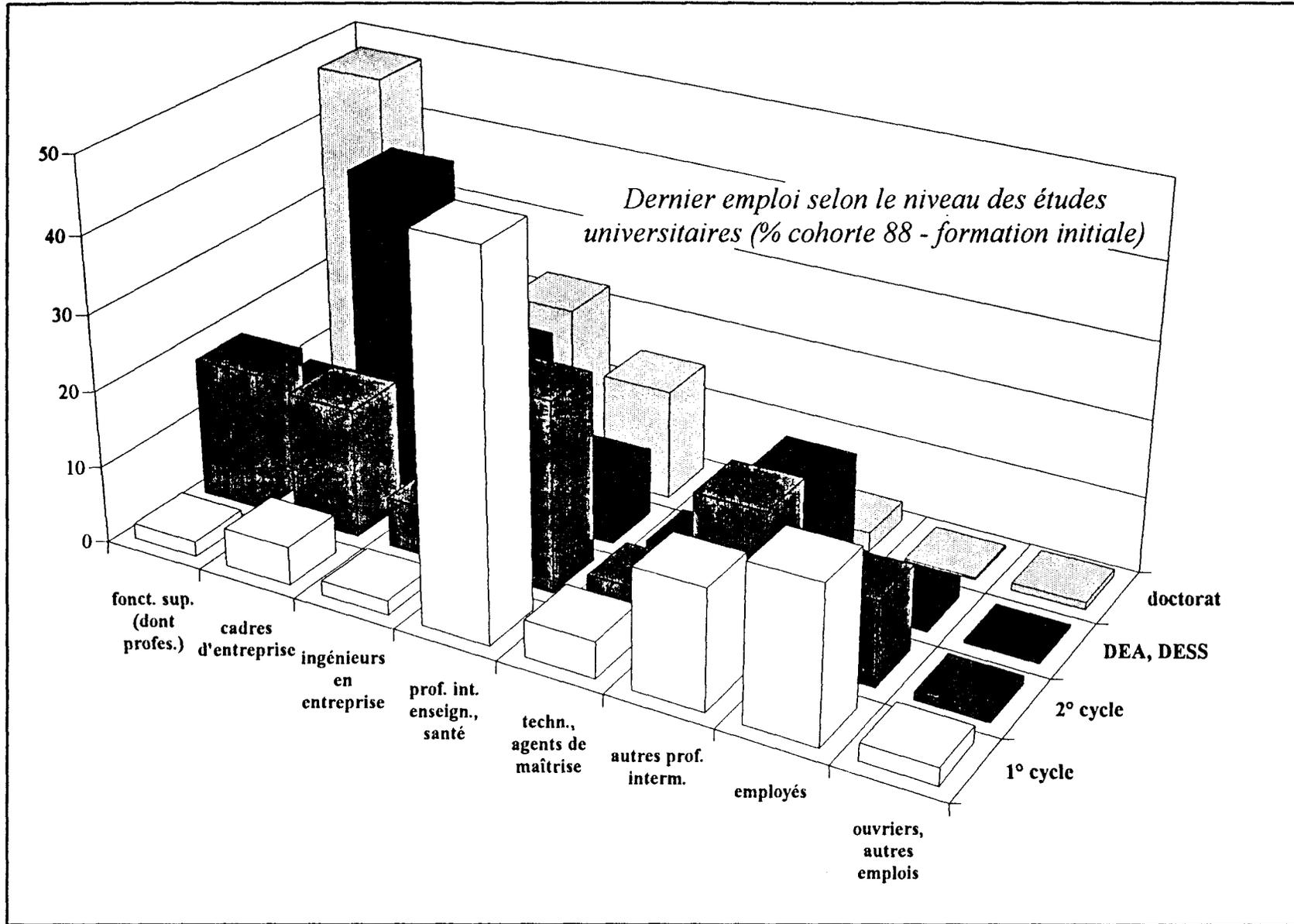
graphique 14

graphique 15



Source : CEREQ - Observatoire EVA

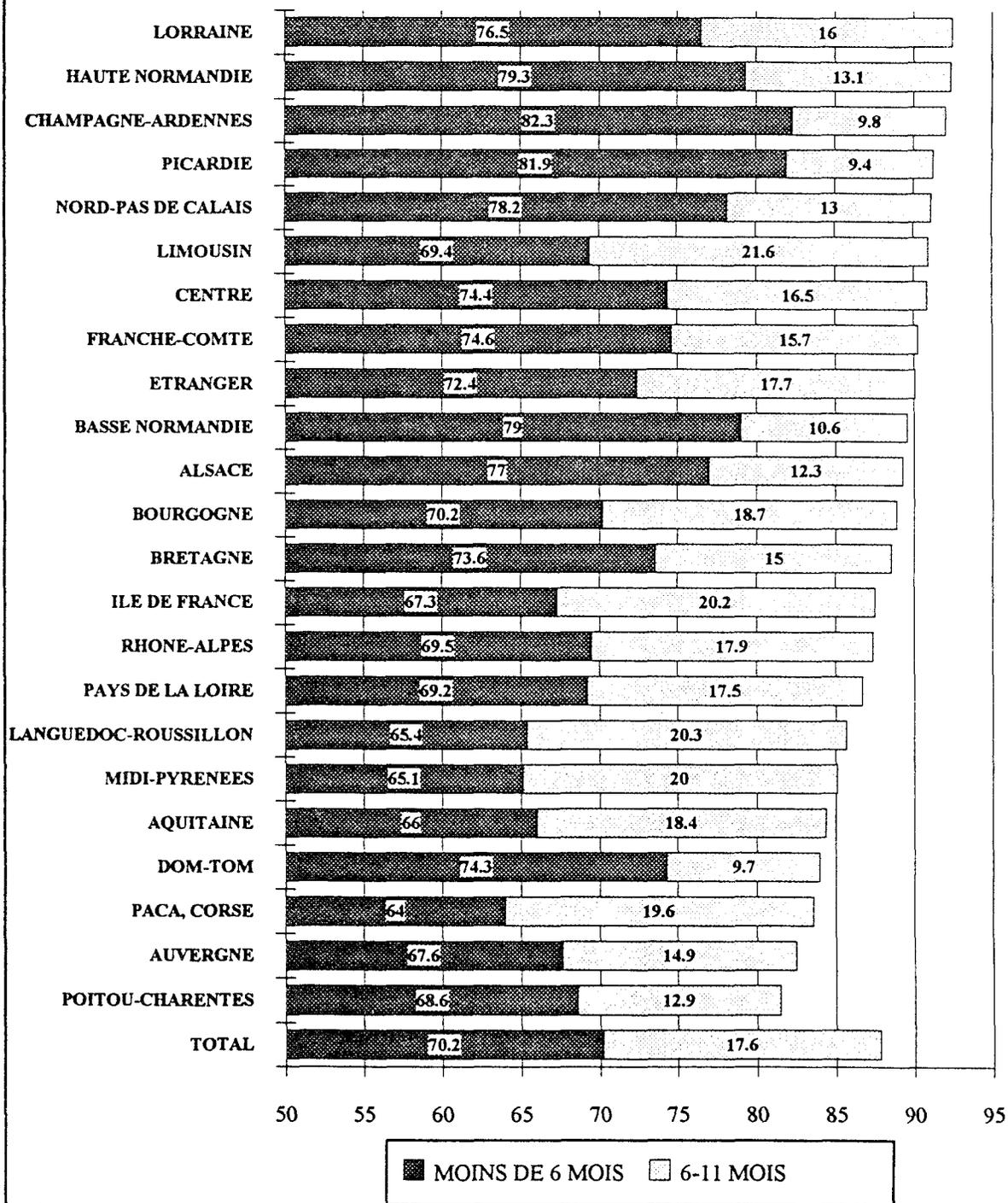
Source : CERBO - Observatoire EVA



graphique 16

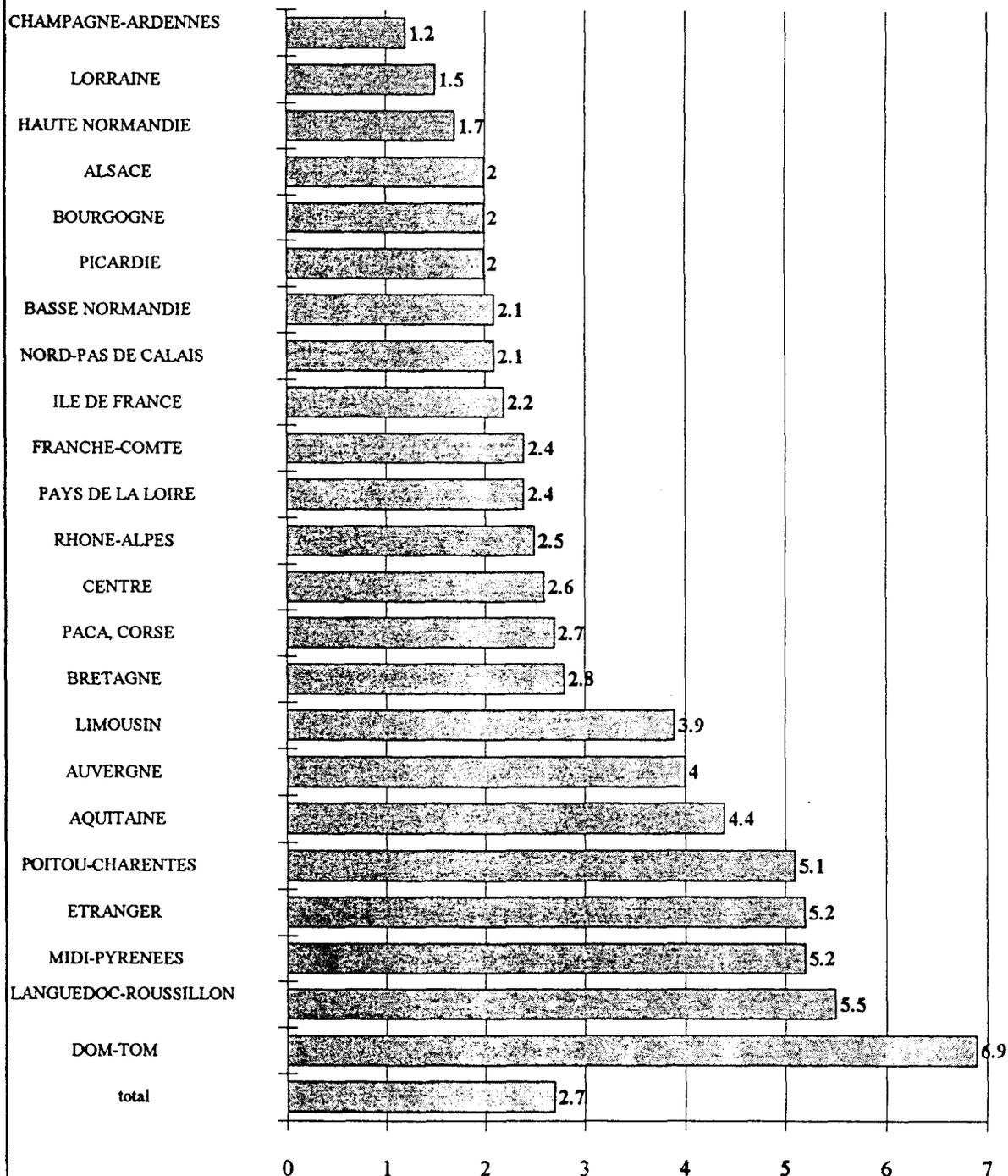
graphique 17

Proportion de diplômés de l'université accédant à l'emploi en moins d'un an selon la région (%)



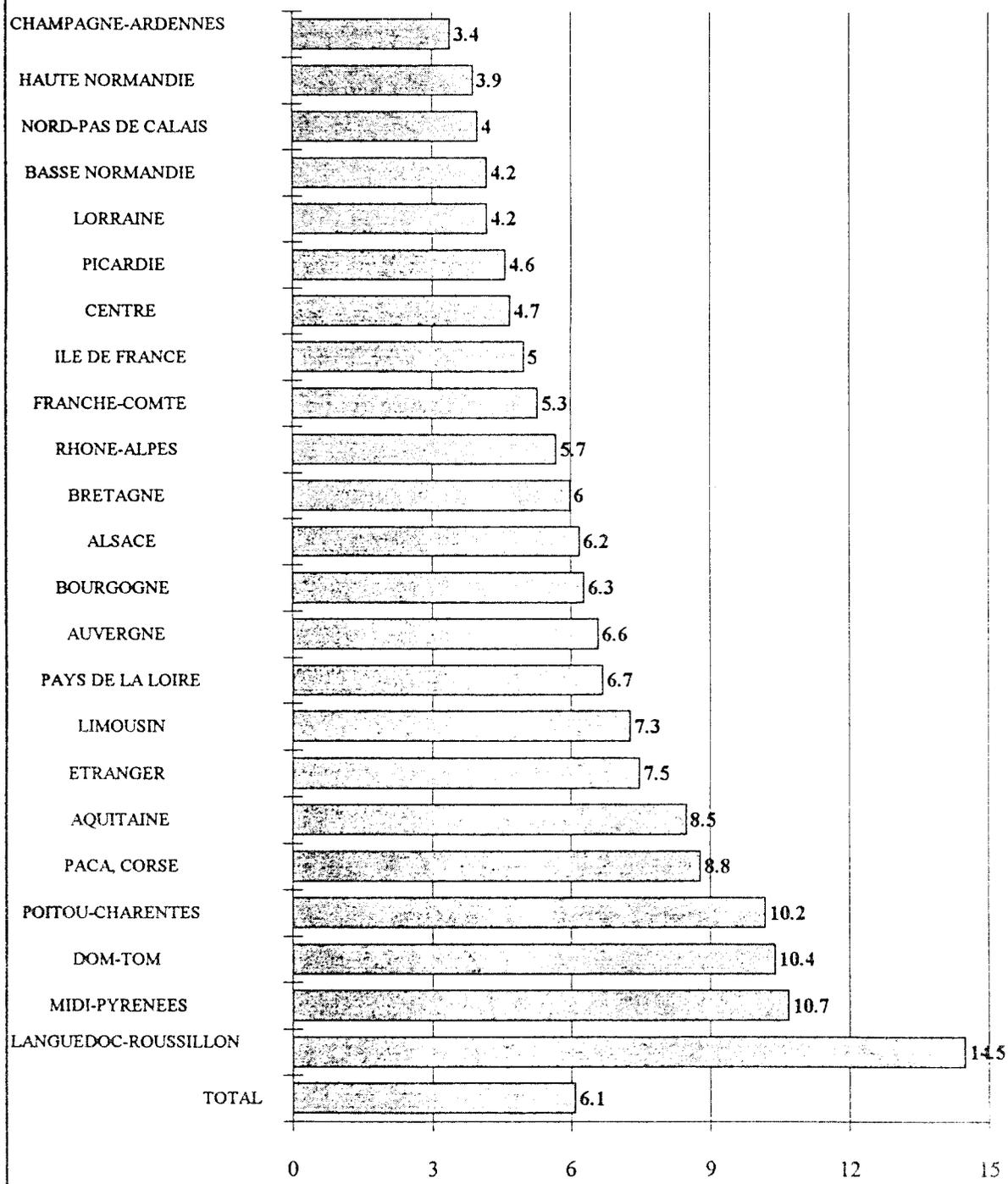
Source : CEREQ - Observatoire EVA

Proportion d'étudiants au chômage pendant plus d'un an avant le premier emploi (cohorte 88 - Université - %)



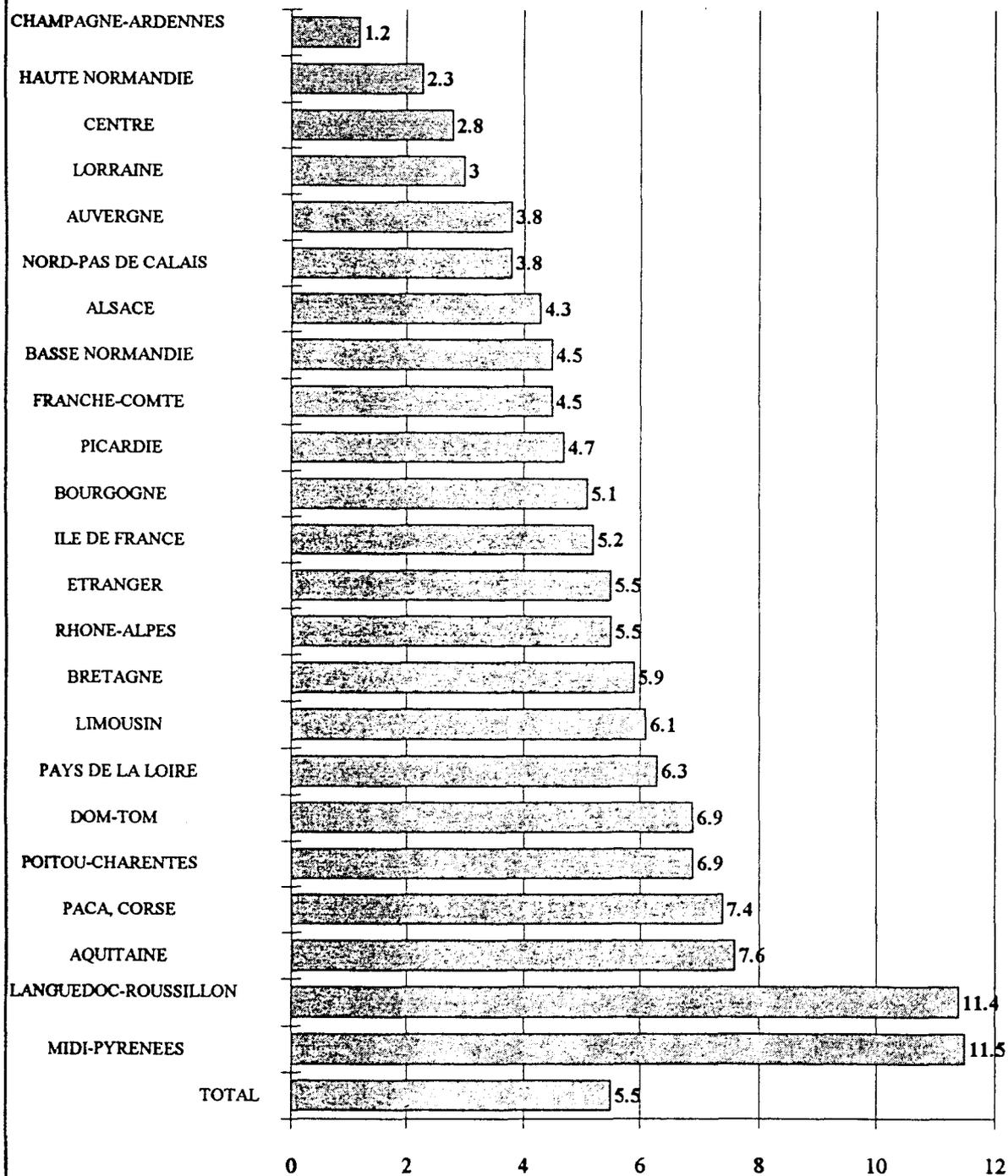
Source : CEREP - Observatoire EVA

Plus d'un an de chômage entre juin 1988 et mars 1991
(cohorte 1988 - Université - %)



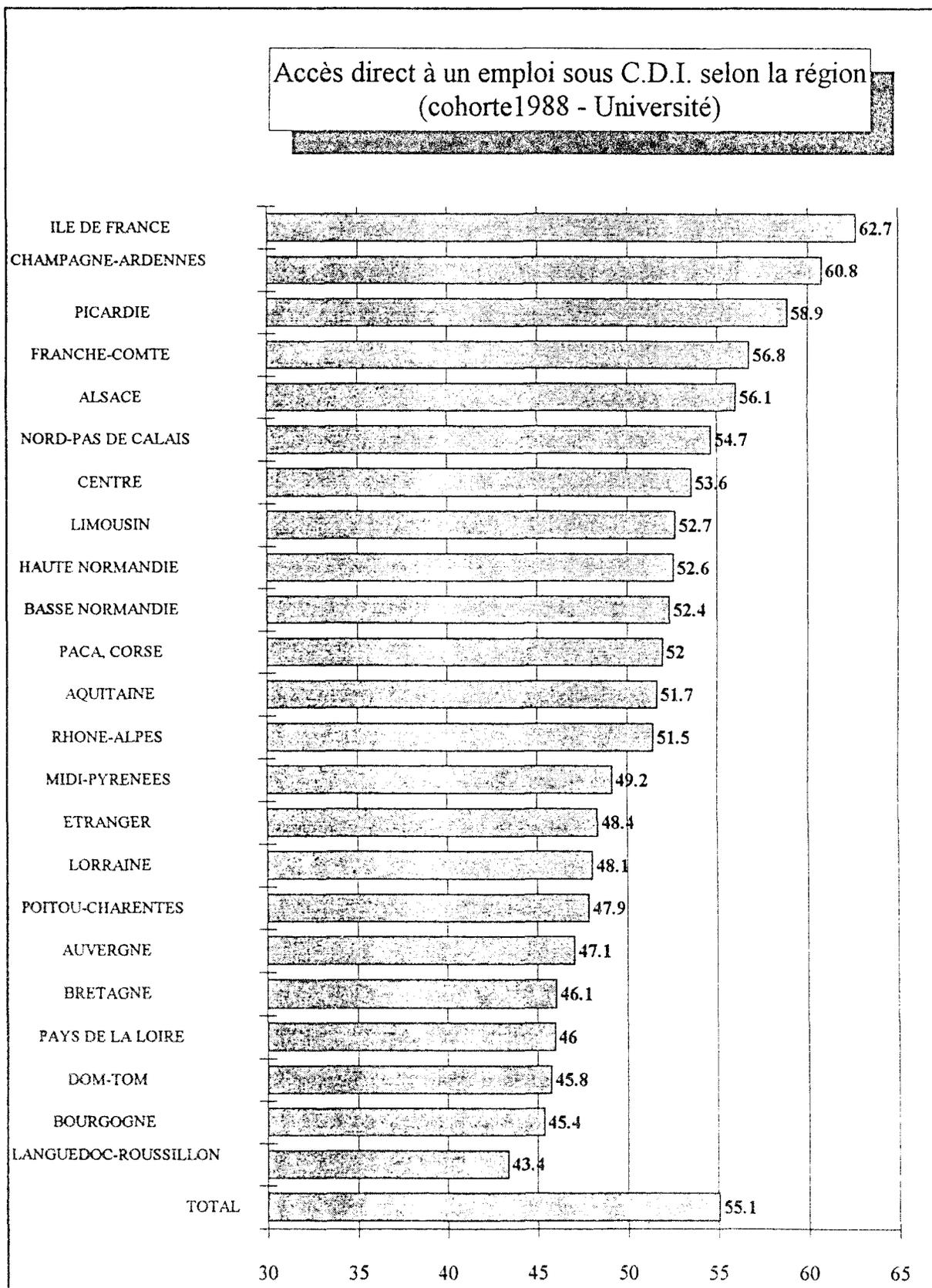
Source : CEREQ - Observatoire EVA

Taux de chômage en mars 1991 selon la région de résidence
(cohorte 88 - Université - %)



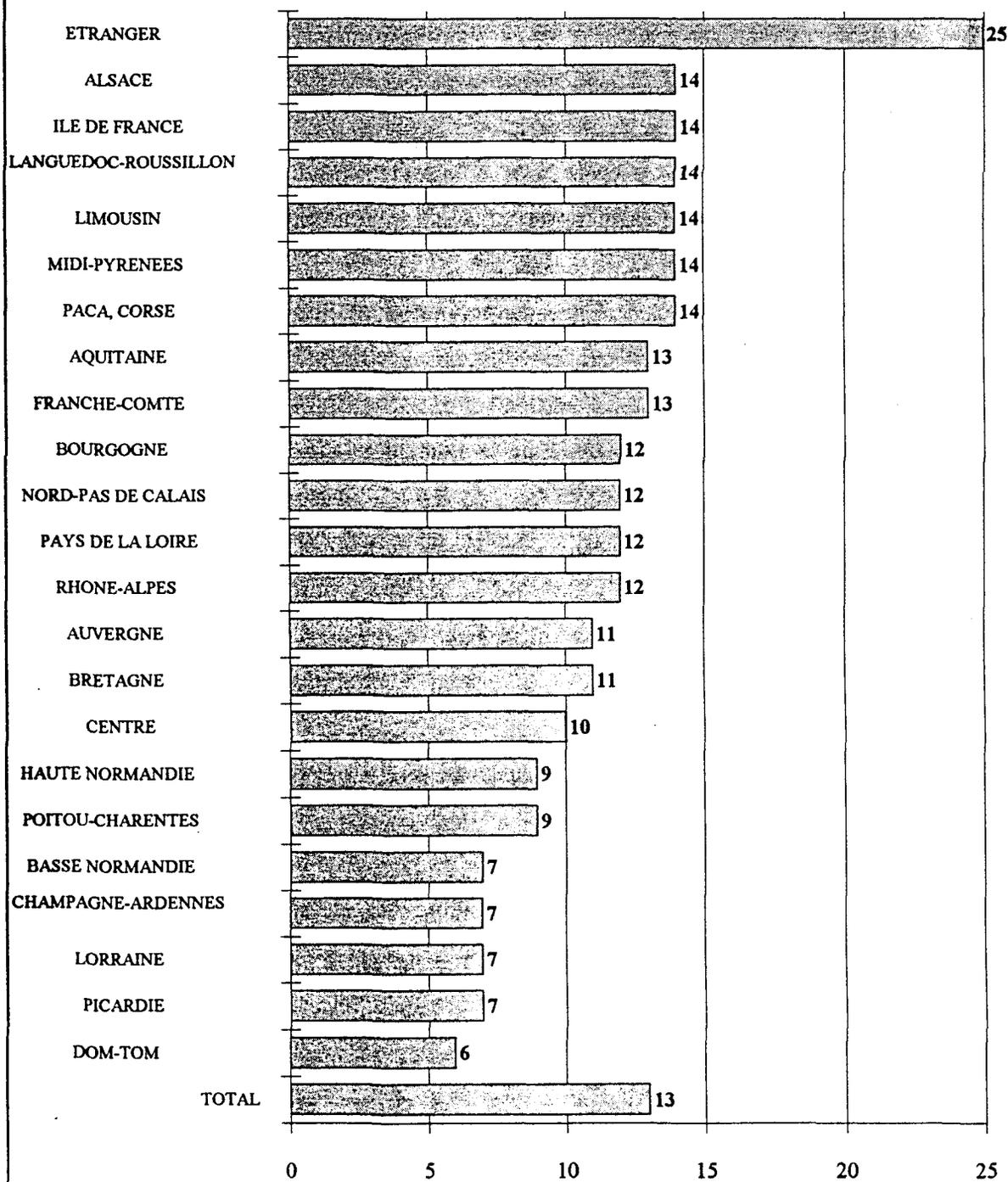
Source : CEREP - Observatoire EVA

graphique 21



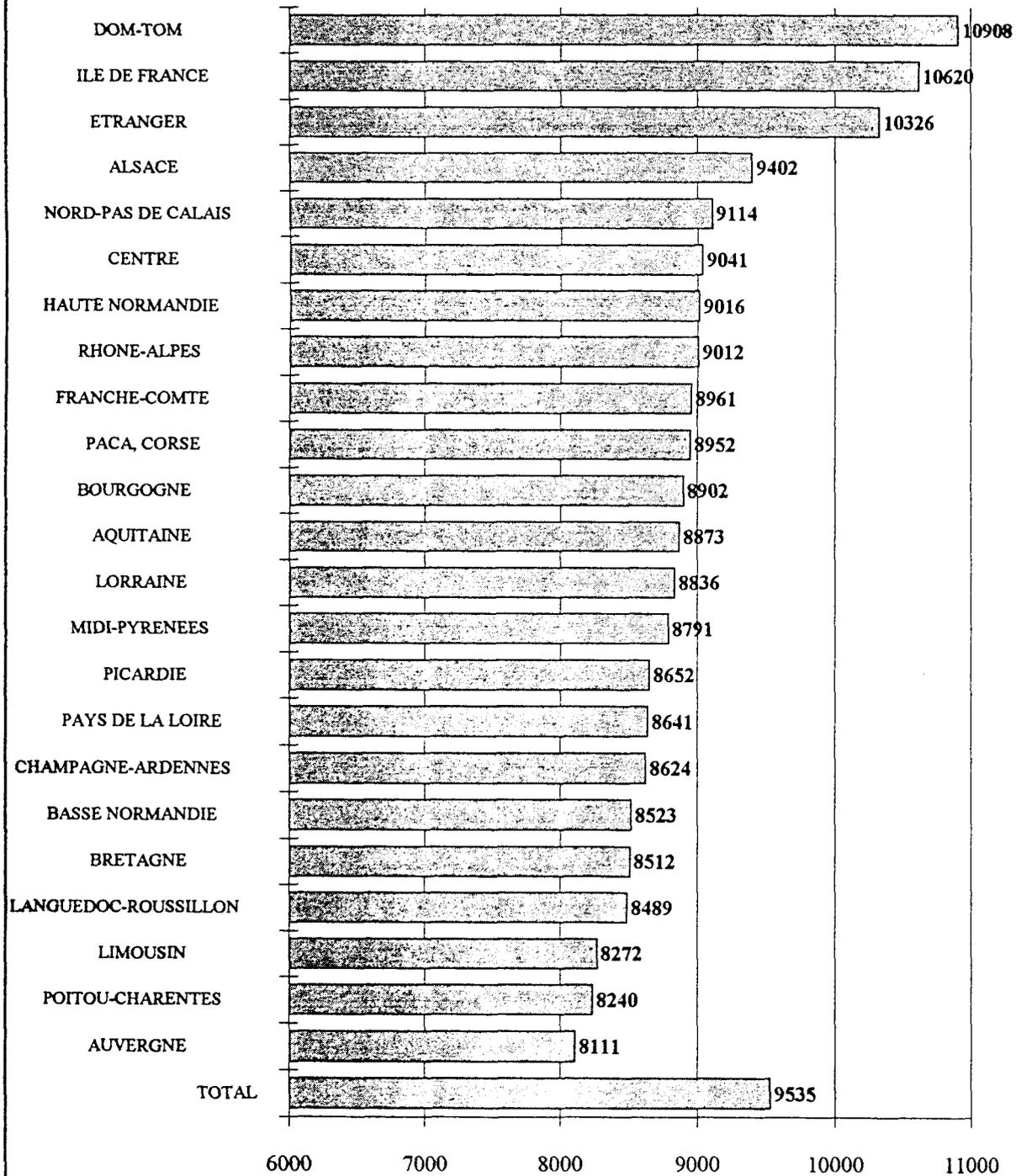
Source : CERREQ - Observatoire EVA

Poursuites d'études à temps plein en mars 1991 hors université
(% cohorte 88 - Université - correction S.N.)



Source : CERBQ - Observatoire EVA

Salaire mensuel net en mars 1991 selon la région (cohorte1988 - Université - en Francs)



Source : CERBQ - Observatoire EVA

Tableau 1 - Évolution des flux de sortants de l'université selon le diplôme obtenu et sa discipline (Étudiants français sortant au terme d'une formation initiale)

	Cohortes	Licence	Maîtrise MST	DESS	DEA	Doctorat	D.U. (y compris IEP)	Total	Effectif
Sciences exactes	1975	27	43	-	14	7	9	100	4 094
	1988	16	34	19	12	15	4	100	6 355
Sciences de la nature et de la vie, chimie	1975	16	49	1	12	15	7	100	2 342
	1988	12	36	3	13	34	2	100	3 845
Droit et sciences politiques	1978	14	63	5	13	1	4	100	5 131
	1988	13	43	20	13	2	9	100	8 323
Sciences économiques gestion (hors AES)(1)	1978	14	55	11	8	2	10	100	3 993
	1988	7	45	36	6	2	3	100	6 920
Lettres et sciences humaines	1977	52	40	4	2	1	1	100	9 466
	1988	39	37	9	6	7	2	100	14 015
AES (2)	1988	30	70	-	-	-	-	100	1 830

- (1) Une forte proportion de sortants d'un DESS de gestion vient d'un deuxième cycle de droit, sciences économiques ou sciences.
 (2) Les titulaires d'une maîtrise d'AES qui ont poursuivi un troisième cycle sortent avec un DESS en sciences économiques, gestion...

Tableau 2 - Niveau de diplôme atteint par les étudiants selon la discipline de leur 2ème cycle (cohorte 1988)

	Sciences exactes	SNV, chimie	Droit et sciences politiques	Sc. Éco et gestion	AES	Lettres, langues, Art	Sciences humaines	Ensemble (1)
DEUG, D.U. 1er cycle	7,5	13,2	5,7	4,9	12,2	19,4	16,5	11,7
Licence	14,2	10,3	12,5	7,9	21,5	35,2	27,4	19,4
Maîtrise	26,1	27,8	38,5	38,3	48,9	32,0	25,4	32,1
MST	5,3	2,4	-	11,7	-	0,6	2,6	3,2
D.U 2è ou 3è cycle, IEP	4,0	1,9	8,0	3,0	-	1,3	1,2	2,1
DESS	17,1	6,9	20,9	25,7	14,1	3,0	15,6	14,6
DEA	11,5	9,9	12,6	6,0	3,1	3,6	5,3	7,7
Doctorat	14,4	27,5	1,8	2,3	0,2	4,9	6,0	7,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectif (2)	6 958	4 612	9 202	6 237	2 556	9 408	7 790	48 038
Effectif (3) (Formation initiale et post-initiale)	7 679	5 240	10 121	6 537	2 693	11 625	10 084	55 525

- (1) Y compris spécialité non précisée.
 (2) Effectif sortant au terme d'une formation initiale (c'est-à-dire 27 ans et moins à la sortie de l'université pour les titulaires d'un deuxième cycle, d'un DEA ou DESS) et ensemble des docteurs de spécialité de nationalité française.
 (3) Effectif total des sortants de l'université (c'est-à-dire des inscrits en 1987-1988, non réinscrits en 1988-1989).

Tableau 18 - Types de mobilité d'emploi selon le diplôme

	UN SEUL EMPLOYEUR					DEUX EMPLOYEURS ET PLUS				TOTAL	Effectif Total
	1 emploi	2 EMPLOIS ET PLUS			Sous-total	Changement de statut (1)	Changement de catégorie d'emploi (2)	Autres changements	Sous-Total		
		Changement de statut (1)	Changement de catégorie d'emploi (2)	Autres Changement							
DUT industriel	38,8	6,0	0,6	3,4	10,0	28,8	3,1	19,4	51,2	100,0	5 272
DUT tertiaire	31,4	6,0	1,3	3,1	10,4	24,0	7,6	26,5	58,1	100,0	7 057
BTS industriel	38,0	5,9	0,9	3,8	10,5	27,1	5,3	19,0	51,5	100,0	9 786
BTS tertiaire	25,3	5,6	2,8	3,4	11,8	30,5	9,5	22,8	62,9	100,0	18 807
DÉUG, DU, 1er cycle	25,0	3,7	1,6	15,6	20,9	22,4	6,7	25,0	54,1	100,0	4 718
Licence, maîtrise de :											
Sciences	37,3	5,7	1,6	12,9	20,2	14,9	5,7	21,9	42,5	100,0	4 312
Droit, Sc. éco., gestion, AES	35,4	6,8	4,7	5,8	17,3	18,0	9,8	19,5	47,3	100,0	10 024
Lettre et Sciences humaines	27,8	7,2	1,2	15,6	24,0	18,7	7,3	22,3	48,3	100,0	9 879
Sous-total Licence-Maîtrise	32,8	6,7	2,7	11,1	20,5	17,7	8,1	20,9	46,8	100,0	24 580
DEA, DESS de :											
Sciences	48,8	3,2	1,3	5,7	10,2	15,8	3,5	21,7	41,0	100,0	2 516
Droit, Sc. éco., gestion	37,4	6,0	4,2	5,7	15,8	17,8	7,3	21,6	46,7	100,0	5 325
Lettres et Sciences humaines	24,2	5,1	2,5	7,7	15,3	27,7	10,8	22,1	60,5	100,0	2 194
Sous-total DEA-DESS	37,6	5,0	3,1	6,1	14,2	19,5	7,0	21,7	48,3	100,0	10 199
HEC, ESSHC, ESC Paris, Lyon	48,1	0,8	7,5	9,4	17,7	10,9	2,8	20,5	34,2	100,0	917
ECRICOM	42,4	0,3	5,7	10,1	16,2	11,4	8,3	21,7	41,4	100,0	613
ESCAE	41,5	2,1	6,8	11,8	20,8	8,2	10,0	19,7	37,8	100,0	1 276
Ecole recrutant niveau Bac (diplôme visé)...	31,7	3,8	5,6	5,3	14,6	14,6	14,9	24,3	53,8	100,0	666
Ecole diplôme non visé recrutant :											
niveau Bac + 1 ou 2	34,0	2,7	6,5	6,4	15,6	13,8	15,1	21,5	50,4	100,0	1 202
niveau Bac	31,9	4,1	5,5	6,3	15,9	1,2	12,4	24,6	52,2	100,0	686
Sous-total Ecoles commerce	38,6	2,3	6,4	8,5	17,1	1,0	10,6	21,7	44,3	100,0	5 360
Ecoles d'ingénieurs de :											
Sciences exactes	58,1	1,9	0,3	9,8	12,0	9,0	1,4	19,5	29,8	100,0	6 872
Chimie	59,8	4,5	-	7,8	12,2	12,0	1,3	14,7	28,0	100,0	719
Sciences agricoles	46,0	4,7	1,9	5,2	11,8	19,5	3,1	19,5	42,2	100,0	1 151
Sous-total Ecoles ingénieurs	56,7	2,5	0,5	9,0	12,0	10,6	1,6	19,1	31,3	100,0	8 742
Ecoles vétérinaires	24,2	1,0	0,0	2,6	3,6	40,6	0,5	31,1	72,2	100,0	421
Ensemble (3)	34,6	5,5	2,3	7,1	14,9	21,9	7,1	21,6	50,6	100,0	103 611

(1) Passage d'un emploi à statut précaire à un emploi à statut stable accompagné ou non d'un changement de catégorie d'emploi.

(2) Changement de catégorie d'emploi sans changement de statut.

(3) Y compris d'autres diplômes.

Source : CEREQ - Observatoire EVA

Tableau 20 : Mobilité d'emplois des diplômés universitaires

	Licence, maîtrise, MST, IEP						DEA-DESS					
	Sciences		Droit, Sciences Eco AES, IEP		Lettres et Sciences Humaines		Sciences		Droit Sciences Eco.		Lettres et Sciences Humaines	
	Premier emploi	Dernier emploi	Premier emploi	Dernier emploi	Premier emploi	Dernier emploi	Premier emploi	Dernier emploi	Premier emploi	Dernier emploi	Premier emploi	Dernier emploi
Ingénieur et cadre supérieur (y compris professeur certifié, agrégé)	42	56	29	45	20	32	74	85	51	70	36	59
Instituteur, maître auxiliaire et professeur de l'enseignement privé	23	17	8	7	42	35	8	6	5	3	19	12
Autre profession intermédiaire (PI) (y compris technicien)	29	24	38	35	16	19	16	8	33	24	31	24
Employé et ouvrier (et divers)	6	3	25	13	22	14	2	1	11	3	14	5
TOTAL EFFECIF	100 4 312	100 -	100 10 019	100 -	100 9 861	100 -	100 2 516	100 -	100 5 314	100 -	100 2 194	100 -
Taux de passage entre :												
Maître auxiliaire et professeur titulaire ou autre emploi	50 %		-		47 %		-		-		62 %	
Profession intermédiaire (ou technicien) et cadres (ou ingénieurs ou professeurs certifiés ou agrégés)	27 %		18 %		18 %		49 %		43 %		41 %	
Employé (ou ouvrier) et profession intermédiaire et/ou cadre	59 %		48 %		48 %		-		73 %		74 %	
Taux du premier emploi sur statut stable (CDI ou fonctionnaire)	60 %		58 %		43 %		69 %		62 %		40 %	
Taux du dernier emploi sur statut stable	85 %		86 %		72 %		92 %		88 %		76 %	

Source : CEREQ - Observatoire EVA

**Situation professionnelle en mars 1991 des diplômés sortis
de l'enseignement supérieur en juin 1988**

Diplômes/spécialités	hommes Mars 1991				femmes Mars 1991				ensemble Mars 1991			
	Taux activité	Actifs	saire moyen net	Taux chômage	Taux activité	Actifs	saire moyen net	Taux chômage	Taux activité	Actifs	saire moyen net	Taux chômage
DUT Industriel	85.9	3945	7828	1.9	95.0	1017	7528	3.2	87.6	4962	7763	2.2
DUT Tertiaire	83.4	2553	8143	4.1	92.4	4023	7249	4.8	88.7	6576	7591	4.5
BTS Industriel	94.0	8225	8086	2.7	96.2	1244	7718	5.1	94.3	9469	8041	3.0
BTS Tertiaire	88.7	4335	8201	4.9	96.0	13790	7065	4.2	94.1	18125	7337	4.4
DEUG, D.U. 1er cycle	88.5	1401	8192	5.1	90.3	3102	7047	6.8	89.7	4503	7403	6.3
Lic./Maitr./Sciences	80.3	2512	10093	3.5	92.9	1705	9081	5.5	85.0	4217	9693	4.3
Lic./Maitr./Droit Sc. Eco./dip. I.	91.0	4381	9862	6.1	93.9	5495	8901	7.2	92.6	9876	9329	6.7
Lic./Maitr./Lett.-Sc. Hum.	84.3	2118	8696	5.7	90.0	7116	7999	6.6	88.7	9234	8160	6.4
Lic./Maitr./Autres Indt.	81.1	107	9341	1.9	92.1	245	8381	4.5	88.5	353	8700	3.7
Du 2ème.3ème cycle	91.3	460	10089	2.0	90.6	435	9279	3.0	91.0	895	9713	2.5
DEA-DESS Sciences	84.4	1576	12148	2.5	94.9	845	11450	3.7	87.8	2421	11907	2.9
DEA-DESS Droit -Sc. Eco.	95.7	2289	11313	3.8	95.9	2972	10602	6.4	95.8	5261	10919	5.3
DEA-DESS Lett.-Sc. Hum.	94.1	528	9942	11.0	94.7	1593	9491	6.5	94.5	2121	9599	7.6
DEA-DESS Autres Indt.	92.5	62	11899	0.0	97.1	101	10875	5.0	95.3	163	11293	3.1
Doctorat Sciences	97.3	1426	12559	2.5	94.7	766	11255	4.4	96.4	2192	12109	3.2
Doctorat Droit-Sc. Eco	100.0	214	12044	1.9	82.7	86	11770	0.0	94.3	300	11957	1.3
Doctorat Lett. Sc. Hum.	97.1	368	11861	3.0	90.7	505	11086	8.3	93.3	873	11445	6.1
Doctorat Autres Indt.	94.7	143	13786	0.0	96.2	101	12113	5.9	95.3	244	13083	2.5
HEC-ESSEC-ESCPL	94.2	836	13937	5.1	93.8	645	13993	2.3	94.0	1483	13964	3.9
ESCAE	98.6	580	12534	2.6	96.9	679	11943	4.1	97.7	1259	1220	3.4
Autres écoles commerce dip. vis	90.7	388	12094	4.4	98.1	252	9982	8.7	93.4	640	11265	6.1
Ecoles comm. dip. non visé	95.6	1050	12387	2.3	95.8	803	10591	6.4	95.7	1853	11617	4.0
Ec. ingénieurs-sc. exactes	92.5	5717	13035	1.1	97.6	928	13176	2.6	93.1	6645	13054	1.3
Ec. ingénieurs chimie	85.6	552	12531	4.3	93.0	159	12034	1.9	87.1	711	12421	3.8
Ec. ingénieurs-sc. agricoles	86.1	633	11014	5.5	93.0	455	10396	5.1	88.8	1088	10751	5.3
Ecoles vétérinaires	98.9	269	12420	0.0	86.6	136	10382	9.6	94.4	405	11835	3.2
sortant univ. + dip. écoles ingén	95.1	970	13291	2.5	96.9	218	11985	2.3	95.4	1188	13052	2.4
sortant univ. + dip. écoles com	97.8	360	12371	0.8	96.6	309	11424	5.5	97.2	669	11917	3.0
sortant univ. + dip. autres école	96.0	145	10977	2.8	92.9	443	8835	6.8	93.6	588	9405	5.8
sortant univ. + DUT-BTS	92.7	908	8397	1.5	96.5	605	7463	3.0	94.2	1513	8041	2.1
TOTAL	90.1	49053	10005	3.4	93.8	50774	8468	5.4	92.0	99827	9240	4.4
TOTAL CHAMP 1987	89.7	45583	9828	3.5	93.9	48377	8348	5.3	91.8	93960	9083	4.5
Non réponse	85.1	383	8800	12.5	89.3	374	7988	7.5	87.1	757	8395	10.0
Ensemble	90.1	44436	9997	3.5	93.8	51148	8465	5.4	91.9	100584	9235	4.5

Source : CEREQ - Observatoire EVA

**Situation professionnelle en mars 1991 des diplômés sortis
de l'enseignement supérieur en juin 1988**

Diplômes/spécialités	hommes Mars 1991				femmes Mars 1991				ensemble Mars 1991			
	Taux activité	Actifs	saire moyen net	Taux chômage	Taux activité	Actifs	saire moyen net	Taux chômage	Taux activité	Actifs	saire moyen net	Taux chômage
DUT	84.9	6498	7946	2.7	92.9	5040	7307	4.5	88.2	11538	7669	3.5
BTS	92.1	12560	8125	3.5	96.0	15034	7117	4.3	94.2	27594	7584	3.9
DEUG, D.U. 1er cycle	88.5	1401	8192	5.1	90.3	3102	7047	6.8	89.7	4503	7403	6.3
2ème cycle	86.1	9118	9669	5.3	91.8	14562	8491	6.7	89.6	23680	8955	6.1
DEA-DESS	91.1	4455	11494	4.2	95.4	5511	10448	6.0	93.5	9966	10929	5.2
Doctorat	97.4	2151	12463	2.4	92.6	1458	11284	5.6	95.4	3609	12006	3.7
Ecoles de commerce	95.1	2856	12795	3.5	95.8	2379	11888	4.9	95.4	5235	12373	4.1
Ecoles d'ingénieurs	91.3	6902	12827	1.7	95.7	1542	12264	3.2	92.0	8444	12727	2.0
Ecoles vétérinaires	98.9	269	12420	0.0	86.6	136	10382	9.6	94.4	405	11835	3.2
sortant univ. + dip. écoles ingén	95.1	970	13291	2.5	96.9	218	11985	2.3	95.4	1188	13052	2.4
sortant univ. + dip. écoles com	97.8	360	12371	0.8	96.6	309	11424	5.5	97.2	669	11917	3.0
sortant univ. + dip. autres école	96.0	145	10977	2.8	92.9	443	8835	6.8	93.6	588	9405	5.8
sortant univ. + DUT-BTS	92.7	908	8397	1.5	96.5	605	7463	3.0	94.2	1513	8041	2.1
TOTAL	90.1	49053	10005	3.4	93.8	50774	8468	5.4	92.0	99827	9240	4.4

Source : CEREQ - Observatoire EVA

**Indicateurs d'insertion professionnelle par diplôme et discipline de formation
(cohorte 1988, enquête mars 1991)**

DIPLÔMES/SPECIALITES	Emploi moins de 6 mois (%)	Emploi moins d'un an (%)	Accès direct emploi stable (%)	Accès indir. emploi stable (%)	Emploi précaire (%)	Chômage plus d'un an (%)	Tx poursuit. études à tps plein	Effectif actif	Nombre questionnaires
DUT Industriel	81	94	48	35	17	1.2	48	5336	1816
DUT Tertiaire	71	92	52	30	18	2.8	43	7150	1604
BTS Industriel	86	96	51	33	16	1.7	25	9885	2445
BTS Tertiaire	79	95	48	36	15	2.9	26	18955	2472
DEUG, D.U. 1er cycle	74	88	56	26	17	6	11	4777	1306
Lic. /Maitr./ Sciences	73	87	60	20	18	2.8	14	4386	1623
Lic./Maitr./Droit Sc. Eco./dip. I.E.P.	57	85	58	24	16	7.1	11	10269	2989
Lic./Maitr./ Lett.-Sc. Hum.	73	89	43	26	31	6.8	10	10047	2380
Lic./Maitr./Autres Indt.	67	87	60	23	16	4.1	10	369	109
Du 2ème.3ème cycle	77	91	57	26	17	4.5	8	946	302
DEA-DESS Sciences	75	94	69	19	12	1.9	6	2540	1010
DEA-DESS Droit -Sc. Eco.	55	86	62	24	13	5.8	5	5423	1440
DEA-DESS Lett.-Sc. Hum.	61	86	40	33	27	8.5	3	2216	629
DEA-DESS Autres Indt.	60	85	71	23	7	1.8	10	168	49
Doctorat Sciences	75	91	49	34	16	8.3	3	2262	904
Doctorat Droit-Sc. Eco	88	96	56	31	13	2.3	1	305	119
Doctorat Lett. Sc. Hum.	89	91	51	31	16	7.7	5	914	344
Doctorat Autres Indt.	83	97	49	36	14	4.4	2	251	93
HEC-ESSEC-ESCPL	72	92	83	12	4	1	10	1557	286
ESCAE	76	94	86	10	3	1.4	18	1282	601
Autres écoles commerce dip. visé	72	91	75	18	6	2.8	12	669	205
Ecoles comm. dip. non visé	71	95	78	17	4	2	12	1911	477
Ec. ingénieurs-sc. exactes	86	96	84	11	5	0.2	17	6919	2363
Ec. ingénieurs chimie	73	92	74	16	9	4.1	30	729	347
Ec. ingénieurs-sc. agricoles	53	88	57	24	19	0.9	20	1171	625
Ecoles vétérinaires	92	97	45	42	14	2.1	1	423	135
sortant univ. + dip. écoles ingénieurs	79	95	77	15	7	0.9	3	1222	409
sortant univ. + dip. écoles commerce	74	94	77	19	4	2.2	6	688	176
sortant univ. + dip. autres écoles	70	88	54	34	11	3.8	5	613	143
sortant univ. + DUT-BTS	65	91	50	37	13	1.2	7	1568	545
TOTAL	74	92	56	27	16	3.7	20	104948	27946
TOTAL CHAMP 1987	74	91	56	27	16	3.6	21	98882	25874
Non réponse	76	88	51	26	21	7.5	18	823	232
Ensemble	74	91	56	27	16	3.8	20	105771	28178

Source : CEREQ - Observatoire EVA

**Indicateurs d'insertion professionnelle par diplôme et discipline de formation
(cohorte 1988, enquête mars 1991)**

DIPLÔMES/SPECIALITES	Emploi moins de 6 mois (%)	Emploi moins d'un an (%)	Accès direct emploi stable (%)	Accès indir. emploi stable (%)	Emploi précaire (%)	Chômage plus d'un an (%)	Tx poursuit. études à tps plein	Effectif actif	Nombre questionnaires
DUT	75	93	50	32	18	2.1	45	12486	3420
BTS	82	95	49	35	16	2.5	25	28840	4917
DEUG, D.U. 1er cycle	74	88	56	26	17	6	11	4777	1306
2ème cycle	67	87	52	24	22	6.2	11	25071	7101
DEA-DESS	61	88	59	24	15	5.4	5	10347	3128
Doctorat	80	92	50	33	16	7.4	3	3732	1460
Ecoles de commerce	73	94	81	14	4	1.7	13	5419	1569
Ecoles d'ingénieurs	81	95	80	13	7	0.6	19	8616	3335
Ecoles vétérinaires	92	97	45	42	14	2.1	1	423	135
sortant univ. + dip. écoles ingénieurs	79	95	77	15	7	0.9	3	1222	409
sortant univ. + dip. écoles commerce	74	94	77	19	4	2.2	6	688	176
sortant univ. + dip. autres écoles	70	88	54	34	11	3.8	5	613	143
sortant univ. + DUT-BTS	65	91	50	37	13	1.2	7	1568	545
TOTAL	74	92	56	27	16	3.7	20	104948	27946
TOTAL CHAMP 1987	74	91	56	27	16	3.6	21	98882	25874

Source : CEREQ - Observatoire EVA

III BILAN, EXPÉRIENCES ET PERSPECTIVES

Jean-Jacques Paul

Face au discours pessimiste relatif à l'insertion des étudiants de l'enseignement supérieur, les données CEREQ sont là pour montrer qu'elles sont quand même plus favorables à ce niveau de formation. Le blocage du recrutement des cadres supérieurs qu'on a supposé voir se dessiner dans les années 1991 et 1992, ne ressort pas à partir des données de l'enquête Emploi, avec une augmentation d'à peu près 5% des effectifs.

Les données de l'enquête 1991 font référence à l'insertion sur une période relativement faste. Or qu'en est-il aujourd'hui ? Les données présentées sont un élément de réponse intéressant. A cet égard deux autres choses sont à signaler : quand on regarde l'évolution du chômage des employés et des cadres supérieurs, on voit qu'elle est quand même assez sensiblement différente de celle des autres catégories. On voit notamment pour les ouvriers une baisse du chômage pendant la période de reprise et un retournement très violent avec la crise réamorcée en 1991. Si on regarde les employés et les cadres supérieurs, le chômage reste en dessous mais il continue à augmenter ; il a tendance apparemment à augmenter de manière structurelle, moins sensible à la crise de 1991. Le chômage des employés et des cadres supérieurs augmente de façon régulière y compris durant la période de reprise. Et c'est la première fois que le taux de chômage des employés passe au dessus de celui des ouvriers.

Une recherche a été réalisée à l'IREDU sur la prévision des emplois scientifiques à l'horizon 2 000, à la demande du Ministère de la Recherche qui craignait une pénurie de scientifiques. On est parti des données de la DEP sur les prévisions de sorties au niveau DEA et doctorats, en essayant d'une part d'estimer les sortants de sciences et d'autre part, d'estimer une demande des entreprises et du secteur public en ce qui concerne ces diplômés. Que risque-t-il de se passer si les tendances actuelles se prolongent ? De toute évidence, si ces tendances actuelles se prolongent, on voit apparaître à la fin de ce siècle ou au début du siècle prochain des risques d'excédent ou de chômage, un décalage assez fort entre les sorties de troisième cycle et les recrutements des entreprises. Il est important d'aller à l'encontre d'un discours systématiquement pessimiste sur l'Université, sur les liens entre l'Université et le marché du travail. En même temps, à l'Université on assiste à des changements fondamentaux en terme d'effectifs qui sont liés en partie à l'augmentation du nombre de bacheliers et, qui risquent de ne pas être sans conséquence sur les conditions d'accès au marché du travail au début du siècle prochain.

- Dijon

Quand on veut faire des analyses à partir des questionnaires renvoyés par le CEREQ, on peut se heurter à un problème d'effectifs trop faibles. Par ailleurs, nous avons évacué une partie importante des questionnaires envoyés par le CEREQ. En effet, ceux-ci concernaient des personnes qui n'étaient pas vraiment des sortantes au sens du CEREQ. Certaines étaient même réinscrites l'année suivante à l'Université de Bourgogne ; d'autres reprenaient des études après leur service national.

A Dijon, pour augmenter les effectifs, on s'est lancé dans une ré enquête. On a voulu tester la procédure téléphonique avec l'idée de la généraliser par la suite, grâce à un financement régional et en collaboration avec le SIO. L'interrogation nationale n'étant pas exhaustive, on a interrogé les non répondants par le CEREQ et les non enquêtés par le CEREQ. On a ainsi presque doublé le nombre de questionnaires exploités.

Une interrogation téléphonique ne peut pas être aussi complète qu'une interrogation postale : plus simple et plus rapide qu'une enquête postale, elle nécessite un travail préalable de recherche des numéros de téléphone. Par contre, on contrôle bien la cohérence, la qualité des réponses. Le mode d'interrogation téléphonique est efficace. Quasiment la totalité des étudiants contactés répondent aux questionnaires. Cette année, on va renouveler l'expérience et interroger par téléphone les sortants de l'Université de Bourgogne pour certaines filières (promotions 1989 et 1990). Pour réaliser la première enquête téléphonique, deux personnes ont travaillé pendant deux mois, en enquêtant souvent le soir ou le week-end (quinze minutes par interview avec un questionnaire simplifié).

- Paris I

Un problème d'arbitrage : quelle est la limite entre travail et études ? Surtout pour les petits boulots ; par exemple le cas des étudiants travaillant chez Mac Do et qui sont considérés en emploi précaire... Il faut peut-être réfléchir à la nature de la codification du CEREQ. Comment prendre en compte les doubles situations ou les doubles valeurs ?

Le calendrier a un avantage par rapport à la description de l'emploi : il y a l'appréciation personnelle. Certains peuvent se mettre en emploi précaire alors qu'ils sont en CDI ; l'individu trois ans après subjectivement peut dire si cet emploi était stable ou non. L'idée que se fait l'individu lui-même de l'emploi stable est beaucoup plus révélateur que le statut, CDD ou CDI.

A Paris, entre les DESS et les DEA il y avait des différences à tous les niveaux, au niveau de l'emploi, de la classification, du temps de chômage. A durée de chômage à peu près équivalente les DESS n'étaient au chômage qu'une seule fois et les DEA plusieurs fois ; ce qui effectivement allait dans le sens d'une plus grande attente des DESS pour un emploi meilleur, alors que les DEA prenaient plus vite un emploi et le quittaient par la suite. Différence public-privé : 60% des titulaires de DESS étaient dans le privé contre plus d'un tiers des titulaires de DEA.

- CEREQ

Les indicateurs "accès direct" ou "accès indirect à l'emploi stable" ne sont pas calculés avec le calendrier dans l'enquête nationale du CEREQ. Les indicateurs calculés avec le calendrier sont la durée du chômage avant le premier emploi, la durée cumulée de chômage, le taux de poursuite d'études à temps plein. On projette d'utiliser davantage des indicateurs complémentaires comme le nombre d'emplois (avec ou sans changement d'employeurs et/ou de statut). On utilisera plus largement les informations provenant du calendrier dans l'optique d'une analyse dynamique.

Un groupe de travail sur la méthode des enquêtes permettra de progresser sur ce point.

- Dijon

Que représentent les enquêtes CEREQ pour les Universités ? Les Universités sous des pressions internes ou externes sont de plus en plus amenées à s'intéresser au devenir de leurs étudiants et peuvent le faire soit seules, soit en collaboration avec le CEREQ et/ou le Centre Associé. Il serait important d'examiner ce que le CEREQ est susceptible d'apporter aux Universités qui se lancent dans des enquêtes d'insertion. Quel est le bilan de l'expérience précédente ?

- Paris VII

Les personnes utilisant cette enquête sont le plus souvent néophytes en la matière. Les personnels des SIO sont amenés à faire des enquêtes auprès de leurs étudiants et ne sont pas toujours des spécialistes. Ils peuvent avoir besoin d'un support tel que le CEREQ, d'où l'intérêt de développer une coordination et une méthodologie commune qui peut passer par le CEREQ.

On peut avoir des problèmes de moyens, en terme de connaissance, de structure aussi, les présidents des universités peuvent avoir des politiques différentes. Face aux questionnaires du CEREQ, on a eu des difficultés par rapport aux effectifs, aux logiciels de traitement... Chacun s'est plus ou moins adapté en fonction de ce qu'il estimait savoir faire, de ce qu'il avait le temps de faire. Chacun se débrouille... Le bilan qu'on peut en tirer pour les universités, n'est pas "terrible" que l'on considère le matériel, le nombre de questionnaires ou la réalité d'une cohorte.

- Lyon II

Nous avons vécu deux expériences avec le CEREQ : une première avec l'enquête 1984 pour laquelle une convention spécifique avait été passée avec le CEREQ, moyennant un financement complémentaire ; ce qui nous a permis d'arriver à un taux de réponse de 50% (1 200 questionnaires pour Lyon II). Au CEREQ, F. Pottier nous avait réuni à Paris et chacun avait fait un rapport d'insertion avec deux parties, une partie répertoire d'emploi et une autre partie descriptive. Cette analyse statistique pour l'ensemble des universités permettait de dire par exemple, que Lyon II formait tant de gens pour des emplois d'enseignement.

Cette expérience nous a permis de dire à des partenaires régionaux ce qu'on pouvait faire en matière d'orientation et d'insertion professionnelle, ce qui a contribué au démarrage de l'observatoire Rhône Alpes. L'autre expérience concerne l'enquête 1991. Nous avons reçu 380 questionnaires (exploitation de 280) au lieu des 1 000 attendus.

Il n'était pas possible de faire une analyse statistique. Avec un taux de réponse insuffisant, je me suis cantonnée à un répertoire d'emploi. Ce répertoire a toujours un intérêt pour un service d'accueil, un étudiant est avide de connaître les intitulés d'emploi. Les étudiants, les informateurs et les personnels d'information sont demandeurs et ce qui nous intéresse ce sont les filières nouvelles. Or, avec les questionnaires CEREQ, lister seulement les quinze emplois obtenus par les DESS de sciences économiques (alors qu'en sciences économiques on fait un suivi de près de 120 étudiants) n'offre qu'un intérêt un peu plus limité.

Les répertoires d'emploi ne sont pas inintéressants, car d'une université à l'autre on n'aura pas les mêmes emplois finaux à l'issue des mêmes grandes filières. Au niveau de chaque université on a aussi besoin de ce qui fait notre richesse, de ce qui fait notre originalité.

On a, par ailleurs, un observatoire Rhône Alpes d'insertion professionnelle (l'OURIP) qui observe l'insertion des étudiants par filière, à raison de deux ou trois filières par année. On n'a pas une analyse globale du nombre de formés par universités et sur ce qu'ils deviennent. Lors des enquêtes CEREQ, l'OURIP ou l'Université n'enquêtent pas. Mais on arrive à sur-enquêter certaines populations avec les enquêtes des associations d'étudiants, plus les enquêtes des enseignants. Cet observatoire, organisme à part (avec des représentants des universités et du conseil régional...) ne publie pas par université mais par filière: la filière d'histoire en Rhône Alpes, qu'est ce que c'est ? Que font-ils trois ans après ? L'observatoire s'intéresse à l'insertion et à l'analyse des cursus universitaires (suivi de cohortes complètes).

Il n'y a eu que deux universités dans la région à retravailler sur les questionnaires CEREQ, sans passer par l'OURIP.

L'autre apport lors de la première enquête, c'est du point de vue de la méthodologie du CEREQ : rencontres avec F. Pottier pour conforter nos expériences.

- Strasbourg

Nous disposons d'un observatoire rattaché au CIA, d'un autre observatoire rattaché à l'institut de démographie qui travaille sur le cheminement interne et il y a aussi le pôle universitaire européen qui les gère de manière à ce qu'il y ait une structure commune entre le cheminement interne et le cheminement externe (en négociation). On vient de terminer une enquête auprès des sortants de sciences économiques et on va lancer des enquêtes auprès des sortants de deux autres UFR (physique, vie et terre).

- Lille

Suite à des assises régionales sur l'enseignement supérieur, on a constitué un groupe d'études statistiques. Le pôle européen serait le partenaire financier et la structure opérationnelle serait l'ORFQE (Observatoire Régional des Formations, des Qualifications et des Emplois).

Cette année ce groupe se constitue, avec l'idée de recenser tous les étudiants de l'enseignement supérieur, universités et grandes écoles incluses. L'idée est de suivre le cheminement interne et non pas les sorties. A côté de ce groupe, d'autres structures telles que l'OFIP et les services d'orientation utilisent et font des enquêtes d'insertion. L'enquête CEREQ permet d'avoir une approche globale de toutes ces universités.

- Besançon

L'Université de Franche Comté a décidé de la création d'un observatoire avec un financement de l'Université. L'ambition est d'étudier d'abord une promotion de sortants, ensuite des cheminements internes et enfin des transferts. Chaque UFR ayant son propre mode de gestion des étudiants, il faudra une première étape de formation auprès des personnels des scolarités.

Mise sur pied d'un comité scientifique avec un cahier des charges (représentants par UFR, personnels de la scolarité, personnel informatique, représentants de la présidence, Directeur de l'IRADES et chargé d'études). On va essayer de travailler en collaboration avec Strasbourg et Dijon, en mettant au point un questionnaire commun. On devrait lancer l'enquête d'insertion professionnelle fin juin, début juillet. C'est un observatoire universitaire.

- Versailles

Pas de projet d'observatoire unique en ce qui concerne les aspects cheminement interne, transfert et insertion. En revanche pour l'aspect vie étudiante, ce pourrait être l'affaire du département sociologie et démographie. Ce serait probablement un centre unique, dans le cadre même du centre d'information et d'orientation.

- Autre point discuté

*** Les enquêtes et la CNIL**

L'autorisation délivrée au CEREQ par la CNIL porte exclusivement sur l'observatoire des entrées dans la vie active pour des années précises, déclaration faite pour chacune des enquêtes nationales. Pour les extensions régionales les mêmes années et avec les mêmes questionnaires, l'autorisation est valable. Mais pour des enquêtes spécifiques, l'autorisation du CEREQ ne couvre ni les Universités ni les Centres Associés. (La responsable de l'Éducation nationale à la CNIL est Mme Hamdi, téléphone : 45 44 40 65. Pour tous les problèmes de sécurité, contacter Mr Blaise et Mr Majeres).

Proposition...

Tout le monde ressent la nécessité de réfléchir ensemble, notamment sur le mode de questionnement, la méthode, l'élaboration d'indicateurs communs, les modalités de calcul des indicateurs... Nécessité donc de monter un **groupe de réflexion méthodologique** animé par le CEREQ avec l'appui de ses centres associés. Ce groupe pourrait alimenter la réflexion sur l'enquête future et permettre le choix d'indicateurs communs.

**LISTE DES PARTICIPANTS À LA RENCONTRE
DIJON, LE 13 MAI 1993**

CEREQ Marseille

Mansuy Michèle	<i>DEVA</i>	91 13 28 28
Martinelli Daniel	<i>DEVA</i>	91 13 28 28

Alsace

Hauger Pierre	<i>CIA</i>	88 41 52 22
Stoeffler Kern Françoise	<i>CIA</i>	88 41 52 22

Auvergne

Marc Lecoutre	<i>CIA</i>	73 98 24 24
---------------	------------	-------------

Bourgogne

Brissaud Christine	<i>Conseil Régional</i>	80 44 34 43
Chuard Dominique	<i>CIA</i>	80 39 54 60
Guégnard Christine	<i>CIA</i>	80 39 54 61
Paul Jean Jacques	<i>CIA</i>	80 39 54 58
Tournier Jacques	<i>SIO</i>	80 39 52 46

Franche Comté

Cuisinier Philippe	<i>Observatoire</i>	81 66 53 31
Larceneux André	<i>CIA</i>	81 66 53 45

Ile de France

Granie Cécile	<i>étudiante</i>	1/45 83 64 44
Chenu Alain	<i>enseignant</i>	1/42 84 06 20
Dellenbach Elisabeth	<i>CUIO Paris VII</i>	1/44 27 55 97
Pasqualini Esther	<i>CIA</i>	1/45 83 64 44

Normandie

Larose Aline	<i>CIA</i>	35 70 11 36
--------------	------------	-------------

Nord Pas de Calais Picardie

Hengelle Valérie	<i>CIA</i>	20 43 66 30
------------------	------------	-------------

Pays de la Loire

Audoin Hélène	<i>étudiante</i>	40 14 11 19
Faquet Christine	<i>CIA</i>	40 14 11 19

Rhône Alpes

Tilliet Colette	<i>SCUIO Lyon II</i>	78 69 72 84
-----------------	----------------------	-------------

EXEMPLES DE RÉPERTOIRE D'EMPLOI

DIPLOMES DE DEUXIEME ET TROISIEME
CYCLE SUITE A UN DEUG LITTERAIRE

LANGUES

Nombre de répondants : 55

- en emploi stable : 33
- en emploi précaire : 18
- en études à temps plein : 3
- en recherche d'emploi : -
- au service national : -
- inactivité : 1

1 - DIPLOMES DE LICENCE

	salaire moyen	
	1er emploi	mars 1991
- <u>enseignement</u> :		
professeur second degré (6)	6000	7800
maître(sse) auxiliaire (7)	4800	6600
institutrice (trice) (3)	5000	5800
surveillant(e)	2700	5300
lecteur attaché linguistique	-	6800
- <u>entreprise</u> :		
assistante commerciale	4200	6400
journaliste	5100	9200
gestionnaire export	7900	8800
formatrice informatique	1250	7000
interprète	-	-
secrétaire	6000	7600
secrétaire hôtesses d'accueil	4250	6300
gestionnaire rayon prospection	3200	12500

- administration :

élève infirmière	-	5150
bibliothécaire adjoint	5000	5600

- associations :

éducatrice	3700	?
------------	------	---

2 - DIPLOMES DE MAITRISE :

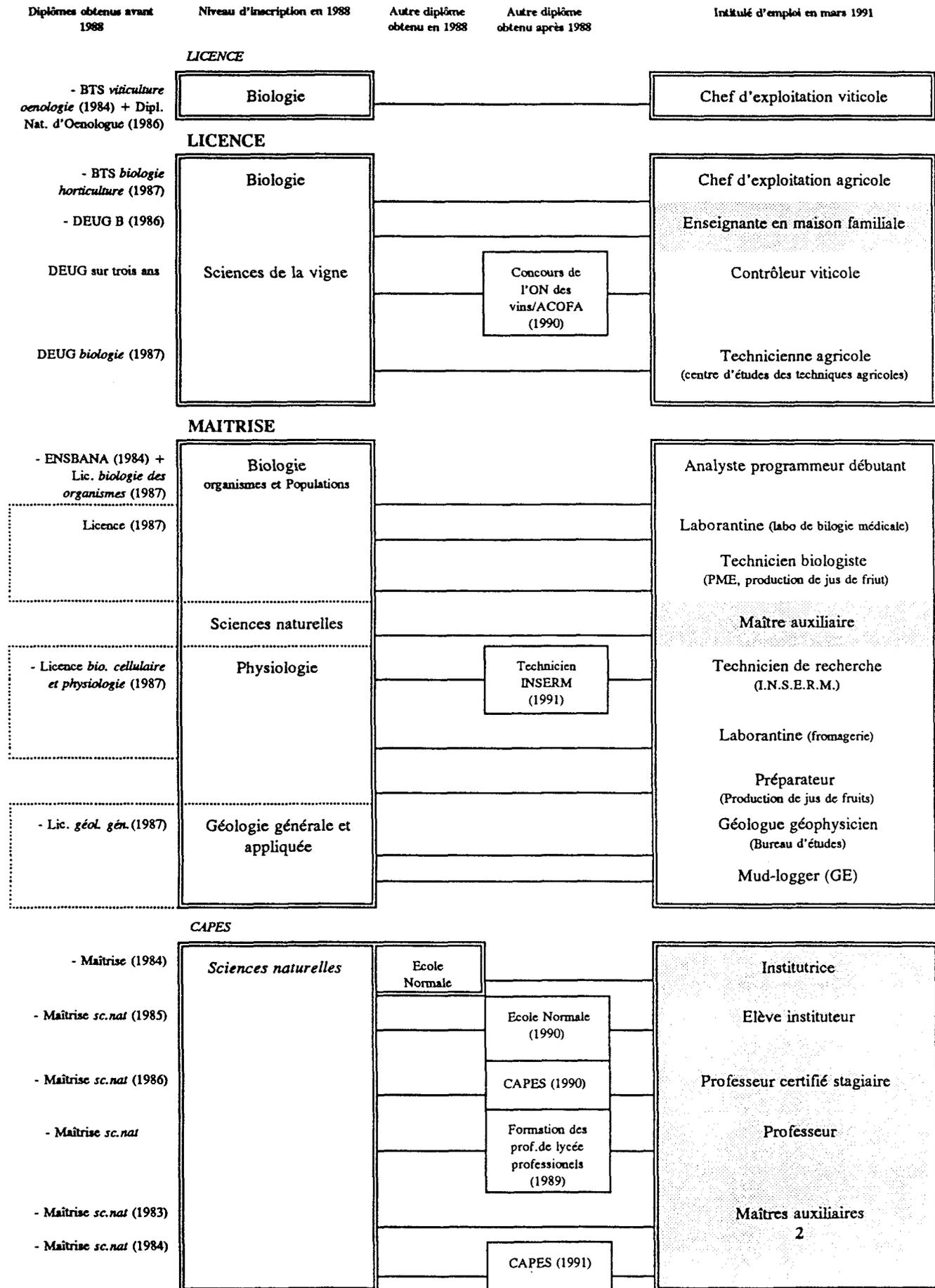
	salaire moyen	
	1er emploi	mars 1991
- <u>enseignement</u> :		
professeur second degré (3)	6300	8500
maître(sse) auxiliaire (8)	4200	6500
instituteur (2)	2800	5800
lectrice université	-	7000
maîtresse d'internat	4900	5200
- <u>entreprise</u> :		
assistante de direction	6500	13000
assistante service technique (2)	4500	7500
VRP en librairie	NC	NC
manager restauration	NC	NC
traductrice	-	10400
secrétaire administration vente	1500	6800

3 - DIPLOMES DE DEA

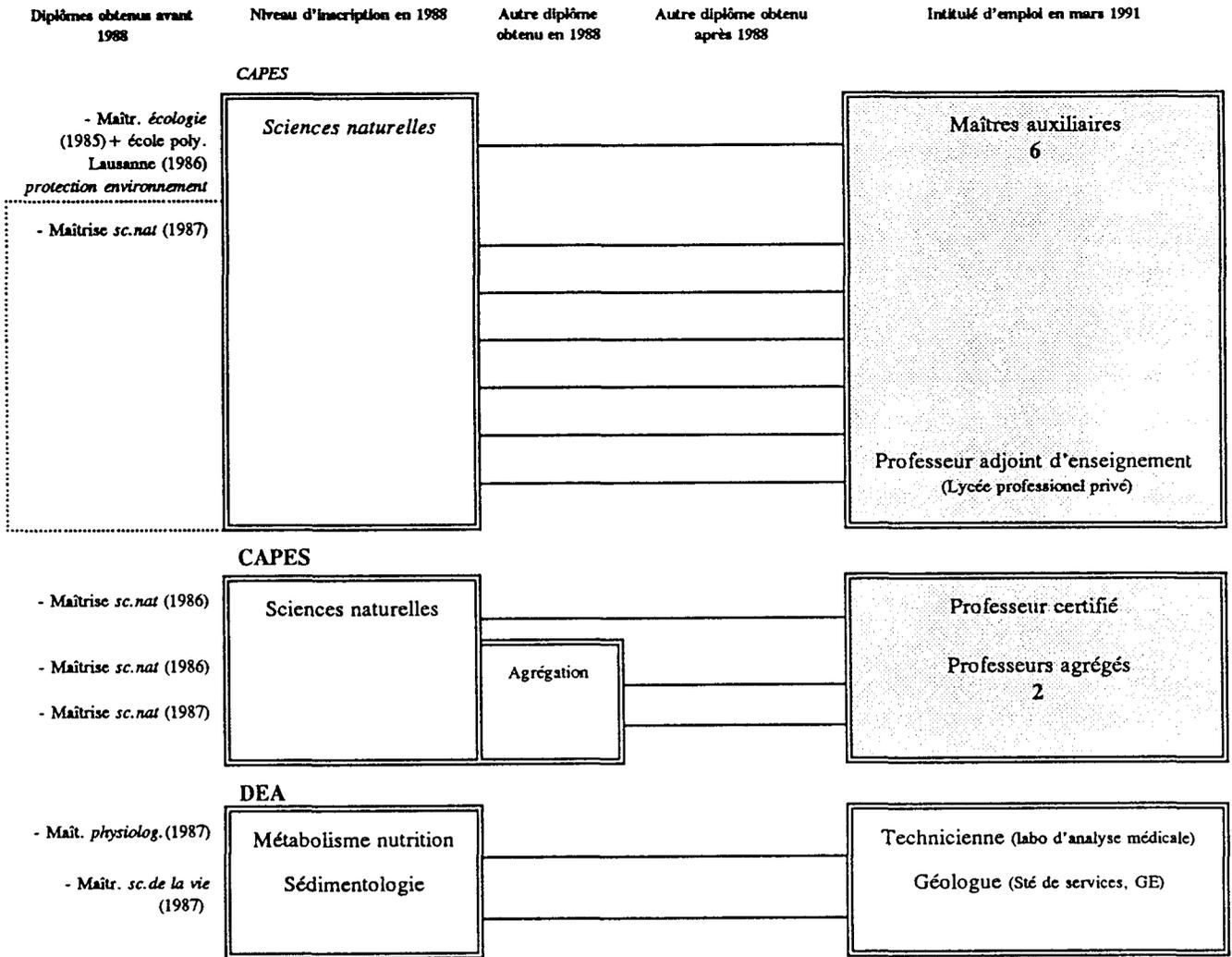
- enseignement :

professeur agrégé

SCIENCES DE LA NATURE ET DE LA VIE



SCIENCES DE LA NATURE ET DE LA VIE



Situation des titulaires d'un Bac + 2
inscrits en Licence de Droit en 1987-1988
mais ne l'ayant pas obtenue

Dernier diplôme obtenu	Catégorie profes.	Statut	Poste	Entreprise privée ou Secteur public	Salaire net Mars 91
DEUG Droit	Agent Tech.	CDI	Clerc de Notaire 2e catég.	Notaire	12.000
Licence Sciences Eco.	Technic.	Fonct.	Technicien Météo (concours obtenu en 1981)	Météo Nationale	10.500
DEUG Droit + concours	Employé	Fonct.	Huissier du Trésor	Ministère des Finances	8.400
BTS Compta.	Employé	CDI	Comptable	Comptabilité	7.500
BTS Action Commerc.	Agent de Maîtrise	CDI	Inspecteur commercial	Finances	7.000
BTS Secrétariat	Auxiliaire de l'Etat		Maître auxiliaire suppléante	Education Nationale	6.300

Situation des titulaires
de la Licence en Droit obtenue en 1988

Catégorie professionnelle	Statut	Poste	Entreprise privée ou Secteur public	Salaire net Mars 91
Cadre	Fonct.	Inspecteur du Trésor (concours 1987)	Ministère des Finances	12.000
Employé	CDI	Agent commercial	Banque	8.163
Cadre	Fonct.	Attaché d'Adminis. stagiaire (concours obtenu en 1991)	Institut Régional d'Adminis. (Metz)	8.000

Paris XII - Créteil -

Maîtrise de MIAGE

intitulé de la formation complémentaire	date d'accès au 1er emploi	DERNIER EMPLOI OCCUPE			
		cet emploi est il aussi le 1er occupé ?	intitulé de l'emploi occupé	statut de l'entreprise	salaire mensuel net (primes comprises)
-DESS	10/87	oui	-Analyste programmeur	entreprise privée	7000
	10/88	non	-Analyste	entreprise privée	10000
	10/90	oui	-Ingénieur	entreprise privée	11200
	05/90	oui	-Analyste informaticien	entreprise privée	11300
-DESS	09/88	non	-Analyste responsable réseau	administration	11500
	10/90	oui	-Ingénieur consultant	entreprise privée	11500
	07/88	non	-Analyste programmeur	entreprise privée	12000
	10/88	non	-Analyste	entreprise privée	12100
	11/89	non	-Analyste programmeur	entreprise privée	12350
	05/88	non	-Analyste	entreprise privée	13000
	12/88	non	-Ingénieur	entreprise publique	13300
	04/88	non	-Ingénieur	entreprise privée	13400
	07/88	oui	-Analyste	entreprise privée	14600
	10/88	non	-Analyste	entreprise privée	15000
	08/88	non	-Analyste	entreprise privée	15800
	10/82	non	-Ingénieur	entreprise privée	18000

BIOCHIMIE

Nombre de répondants	20
- En emploi stable	9
- En emploi précaire	4
- En études à temps plein	3
- Au service national	1
- En inactivité	1
- Sans réponse par rapport à l'emploi	2

1) Diplômés de deuxième cycle (8)

Entreprise

Licence (2)

- Technicien de laboratoire
- Assistante sociale

Maîtrise (2)

- Ingénieur commercial *
- Visiteur médical *

Maîtrise + école de commerce

- Chargé d'études marketing

Enseignement

Maîtrise (3)

- Maître auxiliaire

2) Diplômés de troisième cycle suite à une maîtrise de biochimie (5)

Entreprise

DESS Technologie et logistique
en biologie et médecine

- Responsable du conditionnement

DESS Gestion (CAAE)

- Délégué médical

* Entreprise publique ou nationalisée

Administration

Doctorat Biologie cellulaire
et moléculaire

- Chercheur

Doctorat Sciences de la vie et de
la santé

- Technicien spécialisé

Recherche Publique

Doctorat Biologie cellulaire
et moléculaire

- Chargé de recherches (CNRS)

S A L A I R E *

(Salaire net mensuel, primes comprises)

- Salaire moyen de l'emploi en mars 1991: **10 100 F** (N = 10 avec N.e = 11)
- Niveau moyen de diplôme des répondants à la question sur le salaire (calculé en nombre d'années après le baccalauréat) : **4,7**

* Pour comprendre les indications concernant le salaire, il est indispensable d'avoir lu le paragraphe 4 de l'introduction (page 9).

* EMPLOIS OCCUPÉS ET SALAIRES

a) *Diplômés sans poursuite d'études hors Lille II*

DIPLÔME	EMPLOYEUR	Salaire de l'emploi de mars 1991	Salaire du 1er emploi après les études
DEUG (3)	ENTREPRISE		
	- Agent commercial en Banque	Non réponse	5000 F
	- Rédacteur Juridique d'une Caisse de retraite	5500 F	5000 F
	ENSEIGNEMENT		
	- Institutrice	Non réponse	5000 F
MAITRISE (3)	ENTREPRISE		
	- Gestionnaire d'une agence Bancaire	11500 F	10 000 F
	- Agent commercial en Banque	5600 F	5400 F
	ENSEIGNEMENT		
	- Maître Auxiliaire dans un Lycée Privé	5200 F	6500 F

b) *Diplômés avec poursuite d'études hors Lille II*

MAITRISE AES + DESS CAEE (2)	ENTREPRISE		
	- Chargé d'Études Commerciales dans une société de VPC	10 300 F	6 000 F
	- Contrôleur de gestion dans une Chambre des métiers	9 977 F	9 560 F

EMPLOIS DE L'ENSEIGNEMENT ET DU SECTEUR PUBLIC

EMPLOI EN MARS 1991

LICENCE

Enseignement (2)

- Institutrice
- Professeur certifié

Secteur Public (3)

- Conseiller d'orientation
- Chef de service éducatif
- Directeur Institut médio-éducatif

2 emplois sont des premiers emplois. 3 emplois ont été précédés d'un emploi d'instituteur ou de maître auxiliaire.

EMPLOIS DU SECTEUR PRIVE

MAITRISE

1er EMPLOI

EMPLOI EN MARS 1991

Intitulé

Secteur d'activité

Intitulé

Secteur d'activité

Salaire au 1er mars 91

▪ Assistante sociale

- Directrice. Action
sanitaire. et sociale

▪ Formatrice

- Centre de Formation

9.200 F.

TOTAL : 6

EMPLOIS OCCUPES AU 1^{er} MARS 1991 PAR LES ETUDIANTS DES SCIENCES DE L'EDUCATION

Emplois de l'enseignement (2)

- Institutrice
- Professeur certifié

Emplois du Secteur public (3)

- Conseiller d'orientation
- Chef de service éducatif
- Directeur Institut médico-éducatif

Emplois du secteur privé (1)

- Formatrice

TOTAL : 6

BIOLOGIE

SITUATIONS EN 91

	2ème cycle	Concours MEN 2e degré	3ème cycle	Ensemble
Nombre de répondants	17	6	8	31
En emploi stable	8	4	6	18
En emploi précaire	2	2	2	6
En études à temps plein	5	-	-	5
En recherche d'emploi	1	-	-	1
Au service national	1	-	-	1
Inactivité	-	-	-	-

EMPLOIS EN 91 -

Remarque : en gras les emplois précaires

Type filière	Entreprise (publique ou privée)	Administration	Enseignement et/ou Recherche	Autres
Licences + concours EN			Institutrices (3)	
Maitrise + DEA Maitrise + CAPES Maitrise + DU bio.tec.co.	- hydrobiologiste (pri) - délégué médicale (pri)		- MA biologie	
DU bio tec. co	- technicienne recherche médicale-clinique (pri) - technicienne labo. contrôle usine chimie (pri) - technicienne R et D usine chimie (pri) - délégué médicale (pri)			
Concours CAPES agrégation			- MA II biologie (2) - MA maths/dessin - MA sciences phys. - instituteur - agrégée Sciences nat.	
DEA		- attachée scientifique hôpital		
Doctorat	- ing. recherche CEA (2) (pu.)	- chargé de recherche - ing. de recherche - non désigné	- ATER enseignant- chercheur - maître de conférence	
ENSEMBLE 24/31	8/24	4/24	12/24	

- Grenoble I -

SCIENCES ECONOMIQUES

Nombre de répondants: 46

Emploi stable : 37

Emploi précaire : 1

Sans emploi: 1

Etudes à temps plein: 6

Service national: 1

Licence de Sciences économiques

Entreprise

- Chargé de clientèle banque (8 700F)
- Inspecteur d'assurances IARD (13 000F)
- Attaché de direction dans une société de services (11 000F)
- Inspecteur central , encadrement de ressources humaines (10 500F)

+Ecole de commerce

- Ingénieur d'études analyste SSII (9 000F)

+Mastère

- Ingénieur d'études, chargé des relations internationales

Maîtrise de Sciences économiques

Entreprise

- Adjoint d'agence bancaire (12 000F)
- Employé de bureau (7 000F)
- Directeur d'agence (17 500F)

Enseignement

+ CAPES

- Professeur certifié (NC)
- Elève-instituteur (5 900F)

Administration

- Attaché d'administration territoriale (8 000F)

Maîtrise +DEA

Entreprise

- Cadre chargé d'études en rémunération, réalisation d'études sur la politique de rémunération du groupe (12 750F)
- Attachée de recherche (9 800F)
- Attaché de direction chargé d'études et de tableau de bord (transports de voyageurs)- (9 950F)
- Consultant en gestion (15 000F)

Administration

- Conseiller technique aux transports scolaires (9 700F)

Maitrise + DESS	Entreprise
	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable d'exploitation (! 500F) - Délégué commercial (11 000F) - Secrétaire gestion commerciale (7 928F) - Remboursement obligations et coupons dans une société de bourse (10 000F) - Rédacteur au département crédit (11708F) - Responsable d'un service marketing bancaire (11 000F)
	<ul style="list-style-type: none"> - Attaché de direction dans une banque d'entreprise (11 000F) - Adjoint-comptable , responsable de trésorerie (10 500F) - Chargée d'études informatiques (15 500F) - Directrice administrative (11 500F)

MST d'audit	Entreprise
	<ul style="list-style-type: none"> - Auditeur interne (11 500F) - Consultante en communication interne (NC)
+ DESS contrôle de gestion	- Contrôleur de gestion (10 000F)
+DEA de gestion socio-économique	<ul style="list-style-type: none"> - Organisateur , conseil interne en informatique (14 000F) - Assistante commerciale dans un organisme de formation (8 500F)

Venant d'autres maîtrises et titulaires	Entreprise
du DEA	- Chef de projet, optique et mécanique de précision (9 500F)
du DESS	<ul style="list-style-type: none"> - Chargée d'ingénierie et gestion mobilière - Collaborateur dans un cabinet d'exoertise comptable (11 500F)

Venant d'autres formations et titulaires	Entreprise
du D.E.A.	
Ingénieur en agriculture	- Responsable d'une coopérative laitière (9 584F)
Ingénieur génie civil	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignant-chercheur ministère del'équipement (13 500F) - Enseignant-chercheur ministère del'équipement (11 600F)

Ce document présente les interventions réalisées lors d'une Journée de réflexion sur les utilisations locales des enquêtes CEREQ - EVA. Cette journée réunissait le CEREQ, les centres associés et les universités.

Les exploitations locales des enquêtes du CEREQ se limitent souvent à la réalisation de répertoires d'emploi. Les indicateurs dynamiques sont peu utilisés et les résultats rarement comparés aux données nationales.

La dernière enquête réalisée au niveau national auprès des sortants de l'enseignement supérieur par le CEREQ porte sur les diplômés de 1988 interrogés en mars 1991. Cette enquête couvre la quasi-totalité des diplômés et des spécialités de l'enseignement supérieur. Les résultats sont globalement favorables mais ceux qui possèdent une spécialité industrielle ou scientifique restent avantagés en matière d'insertion. Les diplômés des écoles d'ingénieurs et de commerce bénéficient du marché du travail le mieux orienté.

Les difficultés rencontrées lors des enquêtes locales et le besoin de disposer d'indicateurs communs militent en faveur de la création d'un groupe de réflexion méthodologique.

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LES QUALIFICATIONS

10, place de la Joliette - B.P. 176
13474 MARSEILLE CEDEX 02

☎ 91.13.28.28

60 F